

# L'ITALIE

DIVORZIO

IL PROBLEMA

FEMMINILE

aborto libero?



Il prossimo  
Presidente sarà...

Moro, Andreotti, De Martino, Fanfani,  
Malfa? La gara per la successione a Leone è  
iniziata.

LEONARDO SCIASCIA  
Il diritto di andarsene.

"Novecento"

che Sciascia nasce  
atto privato: il suo pes-  
simismo di fondo. Contro il compro-  
messo storico egli è stato sempre,

GIUNTA ROSSA IN  
CAMPIDOGGIO



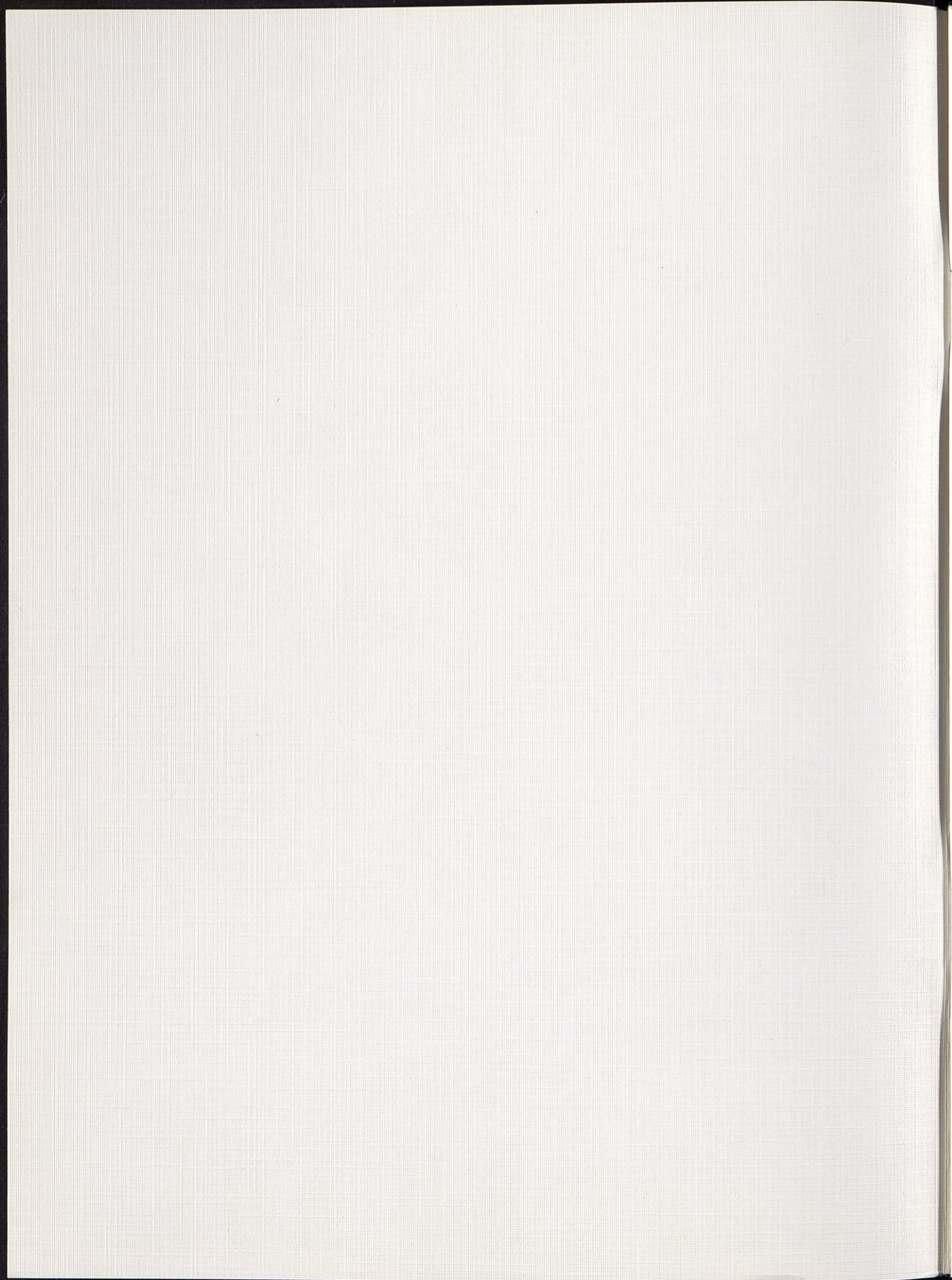
La prima parte del film di Bernardo Bertolucci, "Novecento", è stata sequestrata da un giudice di Salerno venerdì 24 settembre.



Bernardo Bertolucci

# AUJOURD'HUI







SOMMAIRE

# L'ITALIE AUJOURD'HUI

PRESENTATION	5
SITUATION POLITIQUE	7
<i>La stratégie de la coalition</i> par François Bernard	
<i>Après le 20 Juin</i> par Marcello Padovani	
EGLISE-ETAT	23
<i>Le Concordat : une révision nécessaire</i> par Jean Neuvocelle	
LE MOUVEMENT OUVRIER	29
<i>Repères pour une brève histoire du syndicalisme italien (1)</i> par Jean-Claude Meuret	
<i>Le syndicalisme italien ou comment revendiquer l'austérité (2)</i> par Jean-Claude Meuret	
ECONOMIE	47
<i>Trente ans d'erreurs</i> par Patrick Menax	
<i>L'Italie et la C.E.E.</i> par Vanja Lukšic	
LA REALITE REGIONALE	59
<i>Les régions au secours de l'Etat</i> par François Bernard	
<i>Le vent du Sud</i> par Paul L. Weber	
UNE SOCIÉTÉ EN MOUVEMENT	65
<i>La révolution sociale ou le sort de la "Mamma"</i> par Patrick Menax	

Travail réalisé par l'Association des Immigrés italiens (8 rue Très-Cloîtres - 38 000 Grenoble) avec la collaboration technique et le soutien de la Maison de la Culture de Grenoble.

(1) notes p. 33  
(2) notes p. 45

Mai 1977.



# L'ITALIE AUJOURD'HUI

Travail réalisé par l'Association des Immigrés Italiens (8 rue Trés-Cloîtres - 38 000  
Grenoble) avec la collaboration technique et le soutien de la Maison de la Culture  
de Grenoble.

Mai 1977



## SOMMAIRE

<b>PRESENTATION</b>	5
<b>SITUATION POLITIQUE</b>	7
. <i>La stratégie de la tension</i> par François Bernard	
. <i>Après le 20 Juin</i> par Marcelle Padovani	
<b>EGLISE-ETAT</b>	23
. <i>Le Concordat : une révision nécessaire</i> par Jean Neuvecelle	
<b>LE MOUVEMENT OUVRIER</b>	29
. <i>Repères pour une brève histoire du syndicalisme italien (1)</i> par Jean-Claude Mouret	
. <i>Le syndicalisme italien ou comment revendiquer l'austérité (2)</i> par Jean-Claude Mouret	
<b>ECONOMIE</b>	47
. <i>Trente ans d'erreurs</i> par Patrick Menez	
. <i>L'Italie et la C.E.E.</i> par Vanja Luksic	
<b>LA REALITE REGIONALE</b>	57
. <i>Les régions au secours de l'Etat</i> par François Bernard	
. <i>Le vent du Sud</i> par Paul L. Walser	
<b>UNE SOCIETE EN MOUVEMENT</b>	65
. <i>La révolution sociale ou la mort de la "Mamma"</i> par Patrick Menez	

( 1 ) notes p. 33

( 2 ) notes p. 45



SOMMAIRE

5	PRESENTATION
7	SITUATION POLITIQUE - La stratégie de la tension par François Bernard - Après le 20 Juin par Marcelle Padovani
23	EGLISE-ETAT - Le Concordat : une révision nécessaire par Jean Neuvecelle
29	LE MOUVEMENT OUVRIER - Réflexes pour une brève histoire du syndicalisme belge (1) par Jean-Claude Moutet - Le syndicalisme français ou comment revendiquer l'autorité (2) par Jean-Claude Moutet
47	ECONOMIE - Trente ans d'erreurs par Patrick Menetz - L'Italie et la C.E.E. par Váňa Lukáč
57	LA REALITE REGIONALE - Les régions au secours de l'Etat par François Bernard - Le vent du Sud par Paul J. Walsen
65	UNE SOCIETE EN MOUVEMENT - La révolution sociale ou la mort de la "Mamme" par Patrick Menetz

(1) notes p. 33  
(2) notes p. 42



## la stratégie de la tension

Nous avons décidé de publier cette plaquette à l'occasion du « mois de Mai de l'Italie » qui se déroule à Grenoble, à l'initiative de la Maison de la Culture.

Nous sommes 30 000 travailleurs immigrés italiens dans l'agglomération de Grenoble, et 50 000 dans le département.

Nous sommes souvent coupés des sources d'information objectives et nous nous trouvons contraints de nous contenter de ce que publient les journaux français ou de ce que déclarent les radios françaises, lesquels ne sont pas toujours parfaitement bien intentionnés à l'égard de l'Italie. Nous nous rendons en effet parfaitement compte que l'Italie est souvent présentée comme le « cancer de l'Europe », le « lieu privilégié du désordre et du chaos ». Ou bien on entend des réflexions du genre : « L'Italie vit au-dessus de ses moyens ».

Nous ne sommes pas d'accord sur ces affirmations. Nous avons voulu, en tant qu'association d'immigrés, essayer d'abord de comprendre réellement ce qui se passe dans notre pays, ensuite d'en rendre compte pour nos concitoyens de la région de Grenoble.

C'est pourquoi nous avons fait appel à des journalistes de langue française en poste à Rome, en leur demandant un résumé exhaustif, et si possible objectif, de la situation italienne aujourd'hui. Un résumé sans orientation politique préalable.

Le voici. Il est modeste. Il nous semble à nous, *Association des Immigrés Italiens*, refléter assez bien notre pays.

C. RUBINO.





photo Bastistelli/Gamma

Les obsèques des 10 victimes de l'attentat contre le train « Italicus », à Bologne le 9 août 1974.



## la stratégie de la tension

La *stratégie de la tension* : c'est ainsi que l'on a nommé l'ensemble des actions subversives violentes qui se sont développées en Italie depuis une dizaine d'années. C'est une réalité ténébreuse et tragique dont on saisit les manifestations, dont on découvre certains acteurs, sans que l'on puisse arriver encore à savoir comment exactement s'articule le jeu. Il est certain que le terrorisme est utilisé comme une arme politique, dans un combat clandestin où sont engagés des groupes extrémistes, que des services secrets utilisent et manipulent quitte à les laisser tomber lorsqu'ils ne servent plus. Ces services secrets dépendent des gouvernements, qui sont eux-mêmes engagés dans des alliances internationales. Mais il peut arriver que de hauts responsables de ces services secrets échappent au contrôle de l'autorité politique dont ils dépendent. Le monde de la subversion est un grand chaos, une réalité sauvage, en dehors des lois et des règles morales, où le mensonge, la corruption, la trahison et le meurtre deviennent des pratiques habituelles.

Nous voudrions essayer de montrer ici les lignes essentielles de ce que

peut saisir un observateur extérieur. On peut, nous semble-t-il, dégager trois pistes principales. Il y a la conspiration d'extrême droite organisée autour du *prince noir* Junio Valerio Borghese, avec les tentatives de coup d'État qui ont échoué en 1970 et en 1974. Il y a le courant marqué par la figure de l'éditeur Giangiacomo Feltrinelli qui aboutit dans des organisations telles que les *Brigades Rouges* et les *Noyaux Armés Prolétaires*. Il y a enfin des attentats terroristes comme la bombe de piazza Fontana à Milan (12 décembre 1969), celle de piazza della Loggia à Brescia (28 mai 1974) ou celle du train Italicus près de Bologne (4 août 1974).

### LES COMLOTS DU PRINCE NOIR.

Dans la nuit du 7 au 8 décembre 1970, le dispositif d'un coup d'État était en place à Rome. Des conjurés s'étaient introduits dans le ministère de l'intérieur et avaient pris possession d'armes dans les magasins des sous-sols. Dans un gymnase, quelques centaines de conjurés armés attendaient le signal de commencer les opérations : un bataillon de gardes forestiers en garnison



à une cinquantaine de kilomètres de la capitale était arrivé aux portes de la ville et attendait l'ordre de s'emparer du siège de la radio-télévision. Au dernier moment, un mystérieux contre-ordre avait annulé la tentative et fait rentrer tout ce monde dans l'ombre. L'organisateur était le prince Junio Valerio Borghese, chef d'une unité de choc pendant la guerre et resté fidèle jusqu'à la fin à Mussolini.

Sur le moment, cette tentative resta ignorée, et aucune action sérieuse ne fut entreprise lorsque plus tard des journaux commencèrent à en révéler quelque chose. L'occupation du ministère de l'intérieur, notamment, paraissait tout à fait invraisemblable.

Cependant, à la fin de 1973, l'ombre du prince Borghese, réfugié en Espagne, reparait derrière une véritable toile d'araignée de réseaux subversifs baptisés *la rose des vents*. C'est à La Spezia et à Gênes que fut découverte la première piste, grâce aux documents mis sous le nez de la police par un étrange médecin, au cerveau apparemment dérangé, qui n'était probablement qu'une marionnette entre les mains de quelqu'un qui est resté caché.

De Gênes, l'enquête sauta très vite en Vénétie, à Padoue, et très vite aussi on vit impliquer dans l'affaire des officiers en activité et en retraite, parmi lesquels le lieutenant colonel Amos Spiazzi, et les membres du conseil d'administration d'une société immobilière, appartenant à un ancien industriel, André Piaggio, qui avait fourni des fonds.

### **BRIGADES ROUGES.**

L'affaire se développa au cours de

1974, mettant en action les magistrats non seulement de Gênes et de Padoue mais aussi de Milan, Turin, Brescia, Florence, Bologne... Le Nord et le Centre de l'Italie apparaissaient couverts de réseaux subversifs. Cette année 1974 est marquée par la tension politique provoquée par le référendum sur le divorce qui se déroule le 12 mai. Autour de cette date, l'opinion est profondément secouée par l'enlèvement du juge de Gênes Mario Sossi, tenu prisonnier par les *Brigades Rouges* du 18 avril au 24 mai. Tandis que toutes les polices recherchent le magistrat séquestré, les *BR* tiennent l'opinion au courant de sa captivité en publiant des communiqués, en posant des conditions pour sa libération, créant un véritable ébranlement au sein de la magistrature. Le 28 mai, c'est le terrible attentat à la bombe de piazza della Loggia, à Brescia, qui fait huit morts et des dizaines de blessés.

Mais l'action de la justice ne s'est pourtant pas ralentie. On découvre toujours de nouveaux réseaux, notamment le MAR (mouvement d'action révolutionnaire) de Carlo Fumagalli, ancien chef d'un maquis luttant contre les allemands, mais en même temps anti-communiste, ce qui lui valait une attention particulière de la part de la 5<sup>ème</sup> armée américaine. On découvre aussi que le service secret de l'armée italienne, le SID, savait tout sur ses activités subversives depuis 1970 ; et pourtant il avait été par la suite arrêté, jugé et ... acquitté, il avait pu tranquillement continuer son œuvre.

Après l'attentat de piazza della Loggia, l'action de la justice va se doubler d'une intervention de l'autorité politique. Le ministre de l'intérieur Taviani remanie profondément les services de police politique et des



renseignements généraux, tandis que le ministre de la défense Andreotti porte le bistouri au sein des services secrets de l'armée en mettant à pied le général Miceli, qui commandait ces services depuis 1970, et en annonçant que désormais ces services secrets devront collaborer avec les magistrats.

Au mois d'août, la tension est remontée avec l'attentat à la bombe sur le train Italicus qui saute près de Bologne. Il y a douze morts. L'enquête semble mettre d'abord en cause des dirigeants du parti MSI, héritier du fascisme. Mais elle se perd très vite dans les sables.

En septembre, cependant, le ministre de la défense transmet au parquet de Rome un dossier qu'il a fait établir par les services du SID. Cette documentation contient une masse de précisions sur la tentative de coup d'État de décembre 1970, et sur les réseaux de la « *rose des vents* », montrant que ceux-ci étaient sur le point de tenter un nouveau coup d'État. En 1974 comme en 1970, l'organisation est pratiquement la même, rassemblée autour du prince Borghese.

Ce dossier fait apparaître l'attitude suspecte du général Miceli. Celui-ci est interrogé par les juges d'instruction de Rome et de Padoue. Finalement, à la veille de la Toussaint, le juge de Padoue fait arrêter le général pour « *conspiration politique et fausses déclarations* ».

Cependant, le 4 octobre, le gouvernement est tombé (et cette chute marque la fin de l'alliance de centre-gauche allant des démocrates chrétiens aux socialistes) ; lorsqu'après 51 jours de crise, le 24 novembre, M. Moro présente le nouveau gouvernement

au président de la république, les ministres de la défense et de l'intérieur ont été changés, ce qui suscite des protestations à gauche. D'autre part, le juge de Padoue est dessaisi de son dossier : puisqu'il y a eu conspiration contre l'État, toutes les enquêtes doivent être transmises à Rome, sauf une qui continuera son chemin à Turin.

### LA « ROSE DES VENTS »

Le général Miceli est accusé d'avoir créé à l'intérieur des services secrets une structure parallèle subversive, liée à la conspiration de la « *rose des vents* », en la personne notamment du lieutenant colonel Amos Spiazzi. Il le nie énergiquement : s'il a confié des missions particulières à certains officiers, c'était pour répondre à « des circonstances de la politique internationale de l'État ». Il est finalement mis hors de cause pour la « *rose des vents* », mais sous réserve d'enquêtes ultérieures. Il reste inculpé pour avoir couvert par son silence les conspirateurs de 1970, qui ont pu ainsi reprendre leur entreprise après leur coup manqué. Il est mis en liberté provisoire à Pâques 1975.

Le procès sommeille ensuite. Mais une nouvelle révélation vient d'Amérique par la presse : les 28 janvier et 1er février 1975, le journal La Stampa de Turin publie des chapitres concernant l'Italie, extraits du rapport du parlement américain sur les activités de la CIA. Ces textes montrent qu'entre 1970 et 1972, l'ambassadeur américain à Rome Graham Martin a fourni de l'argent au général Miceli et à Pino Rauti, leader du mouvement d'extrême droite « *ordine nuovo* », dans le but, disait-il, de leur donner



une preuve concrète de son intérêt pour les actions qu'ils menaient.

Au début de novembre 1975, enfin, le parquet de Rome ordonne le renvoi en cour d'assises de 78 inculpés pour la tentative de coup d'État de 1970 et pour le complot de la « rose des vents », qui forment une seule et même affaire. Vingt six de ces inculpés sont en fuite ou réfugiés à l'étranger. Plusieurs généraux et colonels sont impliqués dans l'affaire. Le général Miceli est inculpé comme complice : il savait et il a laissé faire. En même temps, le parquet de Rome ordonne la poursuite de l'enquête dans deux directions : d'une part sur la question du « réseau parallèle » à l'intérieur des services secrets de l'armée, et d'autre part sur d'éventuelles relations entre les conjurés de 1970 et les États Unis.

Le 20 juin 1976, le général Miceli est élu député dans les rangs du parti néo-fasciste MSI. On ne sait quand se fera le procès.

Qu'est ce qui ressort de tout cela ? Trois choses qu'il faut bien distinguer. D'une part, il y a eu des groupes d'extrême-droite qui ont cru qu'ils pourraient prendre le pouvoir en Italie et y instaurer un « régime fort ». D'autre part, l'équilibre politique de l'Italie étant très important pour les États Unis, en particulier du point de vue militaire au cas où éclaterait une guerre, les services secrets de ce pays se sont intéressés à ces plans de subversion et les ont surveillés. Enfin, entre les deux, on trouve dans l'appareil de l'État italien, (services de police politique et services secrets militaires) des gens qui sont en relation avec ces milieux d'extrême droite, et qui sont en relation avec les amé-

ricains, et dont on ne sait pas très bien quel jeu ils ont joué vis-à-vis des uns et des autres ; ce qui paraît certain, c'est qu'ils ont trahi leurs devoirs envers l'État italien.

## L'AFFAIRE DE PIAZZA FONTANA

Dans l'après-midi du 12 décembre 1969 explose à la banque de l'Agriculture de Milan une bombe qui fait seize morts et quatre-vingts blessés, jetant dans la consternation le pays qui est à ce moment secoué par les grandes luttes syndicales de « l'automne chaud ». Piazza Fontana, la place de Milan où se trouve la banque, est depuis lors un nom sinistre pour tous les Italiens. Mais cet attentat n'est pas isolé. Ce même 12 décembre, d'autres bombes ont explosé à Rome, faisant quatorze blessés. Et ce feu d'artifice était en réalité l'aboutissement de toute une série :

– 15 avril 1969 : une bombe au rectorat de l'Université de Padoue.

– 25 avril : bombes au stand de Fiat à la foire de Milan et dans le bureau d'une banque situé dans la gare centrale.

– 11 mai : bombe (non explosée) au palais de justice de Turin.

– 12 mai : bombe (non explosée) au palais de justice de Rome.

– 24 juillet : bombe au palais de justice de Milan.

– nuit du 8 au 9 août : bombes déposées dans dix trains ; huit explosent, faisant dix blessés.

Le lendemain des attentats du 12 décembre, le ministre de l'intérieur envoie un télégramme à toutes les polices d'Europe, déclarant que les soupçons se portent sur « les cercles anarchisants ». Quarante huit heures après, le danseur Pietro Valpreda



et les membres du petit cercle anarchiste dont il est le leader sont arrêtés et désignés comme coupables à l'opinion publique.

Dans la nuit du 15 au 16 décembre, l'anarchiste Pinelli, après avoir été interrogé par le commissaire Calabresi, tombe par la fenêtre du quatrième étage de la préfecture de police de Milan. Quelle que soit la façon dont s'est produite cette mort (la justice n'a jamais pu l'éclaircir de façon convaincante), Pinelli apparaît comme la victime de l'obstination des services de police à démontrer que c'est le groupe de Valpreda qui a commis les attentats.

### LE SUICIDE D'UN ANARCHISTE

En effet, dans le procès verbal de son interrogatoire, qu'il avait signé quelques instants avant sa mort, Pinelli avait reconnu qu'il avait voyagé entre Milan et Rome dans la nuit du 8 au 9 août, la nuit des bombes dans les trains. Le but de son voyage était de rencontrer le groupe de Valpreda. Il avait retrouvé celui-ci de nouveau au début d'octobre à Milan, puis au début de novembre. Mais, précisait Pinelli, leurs relations étaient devenues très froides depuis que courait le bruit que Valpreda se vantait d'avoir commis des attentats. Pinelli affirmait que Valpreda avait perdu son estime, et qu'il lui avait manifesté son sentiment.

On pense que les policiers ont fait croire à Pinelli que Valpreda, arrêté le matin de ce même jour, avait reconnu être l'auteur de l'attentat qui avait fait tant de victimes. Il se serait écrié : « C'est la fin de l'anarchie ». Selon tous les témoignages, c'était un homme foncièrement honnête et

idéaliste, que personne n'a pu soupçonner d'activités criminelles.

L'enquête de la police et de la magistrature de Rome, chargée d'instruire le procès, se concentre exclusivement sur le groupe de Valpreda, négligeant de façon inexplicable des éléments essentiels qui seront repris plus tard. Déjà la composition de ce groupe devrait éveiller des soupçons. L'un des membres, Mario Merlino, né en 1944, est un néo-fasciste soi-disant converti à l'anarchisme. Mais avant sa « conversion », il a fait partie d'un groupe de jeunes militants d'extrême-droite envoyés suivre un stage dans la Grèce des colonels. Il est resté en relation avec un des plus dangereux meneurs néo-fascistes, Stefano Delle Chiaie, fondateur du mouvement Avanguardia Nazionale. Les deux hommes se sont rencontrés la veille des attentats, le 11 décembre. Pour avoir nié cette entrevue, Delle Chiaie est inculpé pour faux témoignage. Mais l'enquête n'est pas poussée dans cette direction. Elle ne permet de découvrir aucune preuve matérielle de la culpabilité du groupe Valpreda, et l'accusation finalement ne reposera que sur des indices et sur l'unique témoignage, par ailleurs peu convaincant, d'un chauffeur de taxi.

Mais l'affaire repart au début de 1971, grâce à l'initiative du juge d'instruction de Trévise, qui se lance sur la piste d'un groupe néo-fasciste animé par Franco Freda, avoué à Padoue, et Giovanni Ventura, éditeur à Castelfranco Veneto. Ce juge, partant d'éléments qui ont été négligés jusque là, et notamment du témoignage apporté spontanément par un jeune professeur de Trévise quinze jours à peine après la bombe de Piazza Fontana, commence par enquêter sur



la série d'attentats que nous avons énumérés au début. Il finit par démontrer que les auteurs sont les mêmes que ceux des attentats du 12 décembre 1969, et il accuse formellement Freda et Ventura pour toute la série. Le dossier passe au parquet de Milan, où les magistrats vont encore faire faire de grands progrès à l'enquête.

Cette fois, on tient des preuves matérielles : on a retrouvé le magasin de Padoue où ont été vendues les petites valises où étaient contenues les bombes ; on a surtout pu établir que les mécanismes d'horlogerie qu'elles contenaient faisaient partie d'un lot acheté par Freda et Ventura. D'ailleurs, ce dernier finit par reconnaître sa participation à l'organisation et à l'exécution des attentats jusqu'à la nuit des bombes dans les trains. Après, il n'a plus voulu collaborer, prétend-il ; et il ajoute qu'en réalité il travaillait pour un service de renseignements, qu'il avait un patron dont il ne veut pas donner le nom.

#### UN « ORDRE NOUVEAU »

Les magistrats réussissent à découvrir qui est ce patron : c'est Guido Giannettini, journaliste néo-fasciste, lié à Pino Rauti, leader du mouvement d'extrême droite « Ordre Nouveau ». Ce Giannettini reste introuvable. Les magistrats se doutent qu'il pourrait être lié aux services secrets de l'armée, et demandent donc des renseignements aux responsables de ces services. Ceux-ci se retranchent derrière le secret d'État. Il y a aussi une autre piste ouverte : celle d'un mouvement international d'extrême-droite dirigé par un certain Guérin-Sérac. Cette fois, le ministère de l'intérieur fournit aux juges des informations. Dans

leur réquisitoire, déposé en mars 1974, les magistrats instructeurs ont écrit :

*« L'office politique de Rome (qui fournissait tous les documents à ce sujet) suivait depuis plusieurs années tout ce qui était signalé concernant la présence en Italie de Guérin-Sérac. Celui-ci, dont la véritable identité n'a jamais été établie, car il utilisait au moins cinq noms différents, est en tous cas un ancien officier de l'OAS qui, après la dissolution du groupe et les procès en France, s'était établi à Lisbonne d'où il dirigeait le mouvement de droite « Ordre et Tradition », lié avec le mouvement italien « Ordre Nouveau » de Pino Rauti. Le Bureau des affaires réservées du ministère de l'intérieur produisait à son tour un rapport détaillé et documenté sur les programmes et les buts d'« Ordre et Tradition », surtout en fonction des finalités opératives appliquées en Italie par les hommes d'« Ordre Nouveau ». »*

Les magistrats milanais avaient cru un moment qu'ils réussiraient à prouver que Pino Rauti avait participé à Padoue le 18 avril 1969 à une réunion avec Freda au cours de laquelle le programme de la série d'attentats aurait été mis au point. Ils l'avaient fait arrêter, mais ils n'avaient pu ensuite établir les faits et avaient dû le relâcher.

L'enquête en était restée à ce point lorsqu'en juin 1974 elle put être relancée. En même temps qu'il retirait au général Miceli la direction des services secrets de l'armée, M. Andreotti faisait savoir que Giannettini était en réalité un informateur régulièrement appointé de ces services secrets. Giannettini, qui était alors réfugié à Paris avec un faux passeport fourni par les services secrets, s'enfuit en



Argentine ; mais il est repris en main et « persuadé » de rentrer en Italie où il se constitue prisonnier au début d'août à Milan.

Il prend une revanche un an plus tard en mettant dans le bain les gens qui l'ont ainsi « récupéré », le capitaine La Bruna et le général Maletti, ancien adjoint du général Miceli à la tête des services secrets. Il révèle que ces deux officiers ont fait fuir en Espagne le collaborateur immédiat de Freda et Ventura, Marco Pozzan, et qu'ils ont en outre cherché à faire évader Ventura de sa prison.

Nous avons essayé de suivre le fil des enquêtes. Il faut voir maintenant comment il se fait que Valpreda, arrêté le 15 décembre 1969, n'a toujours pas été jugé. Le procès Valpreda s'est ouvert une première fois à Rome le 24 février 1972 ; au bout d'une dizaine de jours, la cour s'est déclarée incompétente pour une question de procédure et le procès a été renvoyé à Milan. Mais la cour de cassation a décidé qu'à Milan la sérénité du jury pourrait être troublée, et elle a décidé que Valpreda serait jugé par la cour de Catanzaro, en Calabre. L'opinion s'est émue : Freda et Ventura étaient arrêtés, la conviction de l'innocence de Valpreda se répandait de plus en plus ; le 30 décembre 1972, Valpreda sortait de prison : le parlement avait voté une loi limitant la détention préventive pour permettre sa mise en liberté.

En mars 1974, le procès Valpreda est rouvert à Catanzaro. Mais à ce moment, le parquet de Milan renvoie en cour d'assises Freda et Ventura. Comme on ne peut faire deux procès pour le même crime, la cour de cassation décide que tous seront jugés

ensemble à Catanzaro. C'est encore un nouveau renvoi à plus tard. Le procès Valpreda — Freda — Ventura peut enfin s'ouvrir à Catanzaro en janvier 1975 ; mais il se bloque sur des questions de procédure. Il s'est rouvert de nouveau le 18 janvier 1977 ; il pourra durer des mois tellement le dossier est énorme et compliqué.

Essayons de nous demander encore : qu'est-ce qui ressort de tout cela ? On trouve dans cette affaire des groupes d'extrême-droite avec des ramifications au delà des frontières italiennes. On voit que des membres des services secrets se sont rendus complices d'activités terroristes criminelles, au lieu de les empêcher comme ils en avaient le devoir. On voit que la magistrature semble parfois enterrer les affaires, mais que des juges courageux savent aussi faire leur métier, découvrir les coupables et les traduire en justice.

Dans l'affaire de Piazza Fontana, la vérité a fini par faire lentement son chemin, mais il reste encore bien des choses à découvrir. Par contre, pour les bombes de piazza della Loggia à Brescia, ou pour celle du train Italicus, on ne sait encore à peu près rien, après presque trois ans.

## L'HÉRITAGE DE FELTRINELLI

Le 16 mars 1972, à l'aube, l'éditeur gauchiste et multimilliardaire Giangiacomo Feltrinelli, ami de Fidel Castro et de Régis Debray, meurt déshonoré par la charge de dynamite avec laquelle il s'appêtait à faire sauter un pylône d'une ligne à haute tension, à Segrate, dans la banlieue de Milan. Depuis l'affaire de piazza Fontana, il vivait dans la clandestinité.



Les pistes partant du pylône tragique ont amené la découverte des groupes subversifs et armés. On a mis en lumière qu'en 1968 et 1969, l'éditeur avait nourri le rêve assez insensé de faire de la Sardaigne un Cuba européen, et qu'il avait cherché à constituer des réseaux de résistance qui se seraient insurgés contre un coup d'État d'extrême-droite, jugé imminent. C'est sans doute une de ces organisations qui a réalisé en 1971 des émissions pirates sur le son de la 2ème chaîne de télévision, émissions dans lesquelles elle a revendiqué la paternité d'attentats commis à Gênes contre des installations industrielles.

Au même courant appartiennent les organisations des « Brigades Rouges », qui se manifestent à partir de 1972, et des « Noyaux Armés Proletaires », qui apparaissent à la fin de 1974.

Les « Brigades Rouges » ont été fondées par un jeune couple d'étudiants de sociologie de Trente : Renato Curcio et Margherita Cagol. Dans l'élan du mouvement de la contestation, ils veulent se consacrer à une action révolutionnaire, à Trente d'abord, puis à Milan, cherchant vainement à trouver une base dans le mouvement ouvrier. A la fin de 1970, c'est la création des « BR », qui se distingueront d'abord par des enlèvements spectaculaires ayant valeur symbolique : un dirigeant de la Sit-Siemens à Milan, un militant du syndicat jaune de chez Fiat, le chef du personnel de Fiat-Auto, et surtout, en 1974, le juge Mario Sossi.

Il s'agit d'être l'avant garde du prolétariat, et de démontrer par des actions foudroyantes qu'un petit groupe décidé peut tenir l'État en échec. Les « Brigatisti » ne sont sans doute

que deux ou trois cents, divisés en « colonnes », appuyées sur des réseaux de sympathisants. Les méthodes sont inspirées surtout de Che Guevara et du brésilien Carlos Marighela.

A la fin de 1974, l'organisation est livrée à la police par un ancien franciscain qui a été guerillero en Bolivie, Silvano Girotto : il a acquis, dit-il, la conviction que l'action des « Brigades » sert en fait l'extrême-droite. Dans un des repaires de l'organisation, on trouve des documents démontrant les relations des « Brigades » avec Feltrinelli ; on trouve notamment une bande magnétique sur laquelle est enregistré un récit détaillé de la mort d'« Osvaldo », nom de guerre de l'éditeur. De nombreuses arrestations sont opérées, Renato Curcio se retrouve en prison. Un commando des « BR », le 17 février 1975, vient le délivrer ; c'est sa femme, Margherita Cagol, dont le nom de guerre est Mara, qui dirige l'opération.

Les « Brigades Rouges », en effet, ont résisté aux coups qui leur ont été portés. Leur action semble devenir plus violente, plus désespérée. Le 5 juin 1975, au cours d'un bref et violent combat entre un commando des « BR » qui ont enlevé un industriel pour en tirer rançon et quatre carabinieri qui les ont surpris, Mara est tuée, ainsi qu'un des carabinieri, père de trois enfants.

#### APPARITION DES « N.A.P. »

Les « Noyaux Armés Proletaires », apparus à la fin de 1974, ont dès le début choisi l'action terroriste. Leur propagande s'exerce dans les prisons, auprès des détenus qu'ils cherchent à politiser. Leur monde



est celui des marginalisés, de ceux que la société de consommation laisse à la porte. Ce monde se trouve surtout au sud du pays et parmi les jeunes qui ne peuvent trouver d'emploi.

Les « NAP » se financent en attaquant des banques et en enlevant un industriel qui paye un milliard de rançon. En mai 1975, ils enlèvent à Rome le juge Di Gennaro, et font négocier sa libération par des prisonniers révoltés dans la prison de Viterbe. Cependant, la police porte des coups très durs à cette organisation. Des dizaines de repaires sont découverts, de très nombreuses arrestations sont opérées. D'octobre 1974 à juillet 1975, cinq jeunes « nappistes » trouvent la mort : deux au cours d'un hold-up dans une banque, deux victimes de bombes qu'ils manipulaient, enfin une jeune fille de 22 ans tuée par un policier à Rome.

De la part des « NAP » comme des « Brigades Rouges », on est impressionné par la force de ces mouvements qui n'ont cessé depuis trois ans de se reconstituer, chaque fois que la police croyait les avoir démantelés. Cela suppose, semble-t-il, des appuis ; on peut difficilement penser qu'il s'agit de bandes de jeunes livrés à eux-mêmes.

### UNE NOUVELLE STRATÉGIE ?

On a l'impression que 1974 a marqué la fin d'une époque. La subversion semble avoir changé de visage. Apparemment, les groupes d'extrême-droite ont pris une forme qui ressemble à celle des « NAP » et des « BR ». On sort de l'ombre pour frapper un coup spectaculaire, et on disparaît. Ce coup, ce sera de tirer dans les

jambes d'un homme politique ou d'un industriel, ou d'incendier une usine comme chez Fiat il y a un an, ou aussi d'assassiner un juge, comme le procureur général de Gênes Francesco Coco, tué le 8 juin avec deux agents de son escorte, ou le juge d'instruction de Rome Vittorio Occorsio, tué le 7 juillet dernier.

Le 16 décembre 1976, le quotidien du PCI « L'Unità » écrivait que les groupes terroristes d'extrême-droite et d'extrême-gauche « *cherchent à déclencher un processus de véritable déstabilisation dans la situation italienne : ce n'est pas par hasard que nous utilisons ce terme qui appartient au langage des services secrets et de la provocation internationale* ». Essayant de pousser l'analyse, le même journal affirmait que ces groupes d'extrême-droite et d'extrême-gauche sont sans doute bien distincts les uns des autres à la base ; qu'ils le sont sans doute aussi au niveau intermédiaire de l'organisation ; mais qu'au-dessus, « ni nous ni personne ne semble en mesure d'affirmer quoi que ce soit : toute hypothèse est possible ».

Le lendemain 17 décembre, le journal de la DC « Il Popolo » se disait d'accord sur ce dernier point, et il écrivait pour sa part : « *L'Italie risque, comme déjà dans le passé, de devenir le champ de bataille — avec d'obscurs prolongements internationaux dans diverses directions — de stratégies diverses et opposées, qui toutefois coïncident dans la première phase, qui est de mettre en crise les structures de l'État démocratique* ».

Ces citations prennent une force inquiétante à la lumière de ce qui



se développe au début de cette année 1977 : l'action des groupes de « l'autonomie ouvrière », qui baignent dans le milieu des étudiants en révolte, et déclenchent systématiquement la violence. Peut-être la nouvelle « stratégie de la tension » consiste-t-elle maintenant à essayer d'exploiter l'angoisse qui monte avec la crise économique chez tous ceux qui se sentent marginalisés et privés de défenses : étudiants, chômeurs, gens qui travaillent sans contrat régulier...

Jusqu'à présent, la force principale qui permettait à l'Italie de résister à la subversion résidait certainement dans les grandes solidarités nationales, qui s'expriment dans les syndicats, le monde catholique et le parti communiste. A chaque moment de grande tension, on sentait ces solidarités

se resserrer pour faire front. On peut même penser que la subversion par les bombes a obtenu l'effet inverse de celui qu'elle visait : la menace fasciste a aidé au développement d'une volonté unitaire, et c'est un des éléments qui ont contribué à l'évolution politique de ces dernières années.

Aujourd'hui, ces solidarités apparaissent menacées. Elles ont été ébranlées au cours des deux dernières années par des propagandes de toutes sortes. La révolte des marginalisés est dirigée contre toutes les grandes forces traditionnelles. Il serait bien étonnant que les entrepreneurs de subversion n'essayent pas d'exploiter cette situation.

Rome, mars 1977

François Bernard



## après le 20 juin

A la suite des élections législatives du 20 juin 1976, un paysage politique original s'est mis en place dans la péninsule italienne, dont on ne mesure pas encore pleinement les conséquences. La nouvelle législature verra-t-elle l'entrée des communistes au gouvernement pour la première fois en Europe occidentale depuis la Libération, alors qu'une crise économique sans précédent est en train de sévir et alors que les couches dirigeantes qui ont jusqu'ici exercé le pouvoir s'avèrent incapables d'affronter les difficultés économiques, l'inflation et le chômage ? Ou bien le désordre, la désorganisation, l'augmentation du nombre des chômeurs, la diffusion du « travail noir », l'agitation étudiante, les scandales politiques et financiers, vont-ils accentuer la méfiance à l'égard des institutions démocratiques et faire amorcer un tournant politique autoritaire ? La problématique n'est pas nouvelle, mais on peut dire qu'elle revêt en Italie un caractère aigu voire dramatique en cette année 1977. Tant il est vrai que cette espèce d'entrée qu'on imaginait « naturelle », « dans l'ordre des choses », des communistes dans l'aire de pouvoir, ne s'effectue pas aussi aisément qu'on pouvait le croire ; tant il est vrai qu'elle suscite des réactions contradictoires dans l'opinion.

Les élections politiques anticipées du 20 juin (élections à la Chambre des députés et au Sénat) ont mobilisé 93% des 40 millions d'électeurs italiens. La campagne a été comme d'habitude très vivace et marquée par des incidents violents qui sont allés jusqu'à l'assassinat. La Démocratie Chrétienne, qui gouverne l'Italie depuis la Libération, cherche à travers sa propagande à provoquer la division du pays en deux camps, le « camp de la liberté », qui exclut les communistes, et le « camp de la dictature », où se meuvent les « collectivistes », les « partisans du goulag », ceux qui veulent étrangler la liberté et gouverner à des fins partisanses. Le Vatican pour sa part centre la polémique sur les six catholiques qui ont décidé d'être candidats « indépendants » sur les listes du PCI : ils seront menacés d'excommunication ; le prêtre contestataire don Giovanni Franzoni sera d'ailleurs réduit à l'état laïc après qu'il ait annoncé publiquement son adhésion au Parti communiste. En réalité, tout se passe comme si l'élection du 20 juin consistait en un référendum pour ou contre les communistes au gouvernement. L'extrême-gauche avance la proposition d'un « gouvernement des gauches », capable d'associer les socialistes, les



communistes, l'extrême-gauche et les forces laïques des petits partis, comme le Parti républicain. Le Parti socialiste milite pour « l'alternative à gauche », mais il avance également l'idée d'un « gouvernement socialiste homogène ». Le Parti communiste à son tour renouvelle sa proposition de « compromis historique » entre le PCI, les socialistes et la Démocratie Chrétienne, sous la forme cette fois d'un « gouvernement d'urgence » destiné à affronter la crise économique dans un état d'esprit unitaire.

### UNE FORTE PROGRESSION

Quels sont les résultats ? Le Parti communiste continue sa progression, amorcée lors des élections régionales du 15 juin 1975 ; il passe de 33,45% des voix à 34,45%, mais par rapport aux précédentes élections législatives de mai 1972 sa progression est de sept points. Le nombre des élus communistes au Sénat et à la Chambre des députés passe de 273 à 343. Le Parti socialiste maintient son score de 1972 (10% des suffrages en moyenne entre Chambre et Sénat) ; il perd cependant deux points par rapport aux élections régionales partielles de 1975. Une crise sérieuse s'ensuivra au sein du groupe dirigeant : le secrétaire général Francesco de Martino cédera la place à un nouveau secrétaire, Bettino Craxi, qui semble alors à même d'opérer une rénovation du parti en profondeur. Progression du Parti communiste, stagnation voire légère régression du Parti socialiste : l'extrême-gauche, bien qu'elle se présente le plus souvent sous le « chapeau » unitaire de « Democrazia proletaria » n'obtient que 556 000 voix à la Chambre, soit 1,4% des suffrages : mais le système de la représentation

proportionnelle lui permet cependant d'avoir six députés et de bénéficier, maintenant qu'elle est devenue une force parlementaire, d'une subvention de l'État (la loi sur le financement public des partis représentés au Parlement est en vigueur depuis maintenant deux ans).

Les « petits » partis, dits également partis « intermédiaires », sont les grands vaincus de la consultation : le Parti républicain, le Parti social démocrate et le Parti libéral atteignent ensemble à peine 8% des voix. Ces petits partis, qui avaient représenté dans le passé une marge de manœuvre non négligeable pour la Démocratie Chrétienne et avaient connu une relative expansion due aux avantages de la participation gouvernementale, sortent donc écrasés des élections du 20 juin. Quant au parti néo-fasciste du M.S.I., il tombe de 9 à 6% des voix, et perd 21 députés sur 56. Ce parti, qui représentait par exemple 24% des suffrages dans une ville du Mezzogiorno comme Catane, et 12% à Rome, cesse ainsi d'avoir une espèce de monopole de représentation du Sud protestataire dressé contre l'État. A la suite du 20 juin, il se coupera en deux tronçons, l'un qui fait explicitement appel à la violence et couvre les actions « squadristiche » des jeunes fascistes contre les étudiants progressistes, l'autre qui se présente comme le futur partenaire de la Démocratie Chrétienne lorsque cette dernière se sera convaincue de la nécessité de rompre le cercle vicieux de la collaboration avec les communistes au sein du « gouvernement des abstentions ».

### UN PARTI DE RÉGIME

La Démocratie Chrétienne enfin :



ce parti-mastodonte, qui avait en 1948 frôlé la majorité absolue des suffrages (48,5%) et s'était progressivement effrité au point de tomber à 38% des suffrages lors des élections régionales partielles de juin 1975, récupère en juin 76 son niveau des élections législatives de 1972 : 38,6% des voix. Mais cette récupération, on l'a vu, s'est faite au détriment des petits partis qui étaient autrefois ses alliés privilégiés. A tel point qu'aujourd'hui, si la Démocratie Chrétienne ne veut plus gouverner en s'appuyant sur l'abstention des partis de gauche — une abstention qui implique malgré tout un certain nombre de concessions de la D.C. à ces mêmes partis de gauche — elle doit ou bien s'allier au parti néo-fasciste, ou bien provoquer des élections législatives anticipées. En ce sens, les élections du 20 juin ont considérablement réduit les marges de manœuvre de cette D.C. qui depuis la Libération, s'était progressivement identifiée avec l'État, finissant par constituer un « parti-régime » absolument unique en Europe occidentale. Le gouvernement démo-chrétien qui s'est formé à la suite de ces élections et qui est présidé par Giulio Andreotti, est ainsi pour la première fois contraint de composer ouvertement avec les communistes, contraint également d'accepter que la présidence de la Chambre des députés soit confiée à un communiste, Pietro Ingrao, la présidence de sept commissions parlementaires à sept communistes également, ainsi que la charge de juge constitutionnel, qui va à Alberto Malagugini.

### UN PROJET DE SOCIÉTÉ

Autant la Démocratie Chrétienne voit son pouvoir réduit, autant, parallèlement, le parti communiste voit,

lui, sa puissance consacrée dans les communes, les régions, outre qu'au Parlement. Les années 75-77 marquent en effet une espèce de zénith — sans préjuger, bien entendu, des développements futurs — de la force et de la popularité du communisme italien. Il semble même que « ce qui se passe à Rome », comme on dit dans les rédactions des journaux de Paris, Londres ou Bonn, représente une tentative unique d'insertion pacifique, par la voie parlementaire, des communistes dans « l'aire de pouvoir ». Il n'est pas de décision gouvernementale, qu'elle concerne le secteur de l'économie, l'augmentation du traitement des forces de police, la réforme sanitaire, les problèmes de politique internationale, ou la mise en service d'un gazoduc entre l'Algérie et l'Italie, qui ne se prenne sans la consultation, voire la collaboration du Parti communiste. La ligne de « compromis historique » (qui préconise une entente à long terme entre les communistes, les socialistes et les démochrétiens, dans le but d'éviter à l'Italie des déchirements de type « chilien » et la coupure du pays en deux camps irréconciliables, avec d'un côté, les forces de gauche, et de l'autre, les conservateurs, les réactionnaires, les grands industriels; dans le but également de construire « ensemble » un projet commun de société qui aille dans un sens progressiste), la ligne de « compromis historique » donc, lancée en septembre 1973 par le secrétaire général du PCI, Enrico Berlinguer, semble avoir réussi à insérer les communistes au cœur des institutions démocratiques. Mais c'est au moment précis où il tire bénéfice de sa politique de « présence » dans la nation italienne, que le PCI est amené à traverser une période psychologiquement sinon politiquement difficile. Les graves problèmes qu'il

Marcelle Faouzi



affronte chaque jour au Parlement et qui sont quelquefois des problèmes de simple survie pour le pays, risquent d'aplatir les nuances et de faire apparaître que le PCI, par exemple, est le principal responsable des mesures d'austérité, de restriction du crédit, voire d'augmentation du nombre des chômeurs. La stratégie que défend le parti italien — participation à la solution de la crise économique; adhésion à une ligne nationale d'austérité; refus de se désintéresser du sort du profit dans les entreprises, c'est-à-dire, au fond, le choix d'avoir une « mentalité de gouvernement », selon l'expression de Enrico Berlinguer, « même lorsqu'on n'est pas au gouvernement », — semble arrivée à son point limite, ou plus précisément à l'heure de la vérité. Le PCI d'un côté cherche à expliquer la nécessité de l'austérité aux travailleurs, de l'autre, il tente d'orienter les décisions du gouvernement pour garantir ces mêmes travailleurs contre l'austérité; d'un côté, il critique et attaque le gouvernement, de l'autre, il en est le véritable impresario, puisque ce dernier ne survit que grâce à son bon vouloir au Parlement; d'un côté, il mobilise la population contre le projet de reconversion industrielle, de l'autre, il se résoud à entériner la hausse du prix de l'essence. Bien qu'en dehors de toute période électorale, le voici contraint à une campagne permanente, non pour conquérir des suffrages, mais pour expliquer sa politique aux masses et « gérer en consensus » autour de l'austérité. Jamais il n'aura été soumis à un tel contrôle politique continu. Au niveau militant, on s'en ressent : des questions, des doutes, des troubles, s'expriment, qui parviennent d'ailleurs jusqu'aux organes dirigeants. La « politique de la présence » n'a donc pas que des aspects enthousiasmants, surtout lorsqu'on est un militant de

base soumis aux critiques et quolibets de l'extrême gauche et quelquefois des socialistes. Pour beaucoup de militants, le sort de la législature qui est issue des élections du 20 juin est en tout cas étroitement lié à la place qui sera faite à l'avenir au PCI au sein du gouvernement.

## DES STRATÉGIES DE LA TENSION

Les perspectives de cette législature, il faut l'avouer, sont de toutes façons très incertaines. A l'équilibre fragile des pouvoirs s'ajoutent à la fois le poids de la crise économique et les manœuvres de ceux qu'on a convenu de nommer les « stratèges de la tension », lesquels sont habiles à placer des bombes sur les trains et à fomenter des attentats pour ôter toute confiance dans les institutions démocratiques chargées en théorie de garantir la paix et la sécurité des citoyens. S'ajoute aussi la formidable explosion étudiante qui agite l'ensemble des universités et des villes italiennes depuis le début de l'année 1977. Cette révolte, qui exprime l'angoisse d'un million deux cent mille jeunes face à un avenir dont ils prévoient qu'il ne sera pas brillant (il y a déjà 550.000 jeunes diplômés à la recherche d'un premier emploi), est l'occasion d'un certain nombre de provocations de la part des forces de l'ordre et de petits groupes armés qui n'hésitent pas à faire usage de leurs « calibre 38 ». De la façon dont le Parlement, les forces politiques et syndicales affronteront le problème étudiant en réussissant ou non à isoler les groupes armés qui se trouvent au sein du mouvement dit « autonome », dépend en quelque sorte le fonctionnement démocratique des institutions, en ces jours troublés qui voient les villes italiennes presque quotidiennement se transformer en





Photo Alain Dejean - Sygma

Le mouvement étudiant a organisé une contre manifestation place Santa Croce in Gerusalemme pour faire écho à la manifestation ouvrière

5 000 "autonomistes" et "Indiens-Métropolitains" ont tenté de se rapprocher des ouvriers mais sans succès

champs de bataille (avec les conséquences que cela implique sur le plan des destructions et du vandalisme). La Démocratie Chrétienne et le gouvernement semblent ouvertement se désintéresser de ce qui se passe « dans

la rue », laissant le soin aux partis de gauche et aux syndicats de canaliser la révolte et de « gérer » le mécontentement étudiant. Jusqu'à quand ces derniers seront-ils à même d'exercer ce privilège ingrat ?

Rome, Mars 1977  
Marcelle Padovani.





Sur le socle : « Moi aussi, je vote NON ».  
(C'est-à-dire : NON à l'abrogation de la Loi autorisant le divorce)



## le concordat : une révision nécessaire

La terre et les populations d'Italie sont parmi les plus anciennes du monde. Mais l'Italie est aussi une des plus jeunes nations d'Europe. Il y a 107 ans seulement que son unité a pu s'achever, à quelques territoires près. Pour établir à Rome leur capitale, les Italiens ont dû mener un combat politique difficile et une guerre contre les souverains de Rome, les papes. On comprend donc que les relations entre la nation italienne unifiée et le Saint-Siège ont longtemps été fort difficiles. C'était la fameuse « Question Romaine ». Lorsque les troupes du roi Victor-Emmanuel II pénétrèrent, par la brèche de Porta Pia, dans la Ville Éternelle, le 20 septembre 1870, le pape Pie IX se retira dans son palais du Vatican et refusa d'en sortir, devenant un « prisonnier volontaire ». Le roi, que les fidèles de la papauté appelaient « usurpateur », s'installa dans le palais pontifical du Quirinal. Dans de larges secteurs du monde catholique, hors des frontières italiennes, l'émotion, l'indignation furent énormes. Les « portoni » des grands palais romains — ceux de l'aristocratie « noire » — se fermèrent en guise de protestation contre la dynastie de Savoie. Ces lourdes portes n'allèrent s'ouvrir à nouveau que 59 ans plus

tard. C'est le 11 février 1929, en effet, qu'eurent lieu la réconciliation et la solution définitive de la « Question Romaine ». Ce jour-là furent signés les Accords du Latran.

Le pape reconnaissait officiellement l'existence de l'État italien et renonçait à tout jamais au pouvoir temporel, c'est-à-dire à la souveraineté que les papes avaient exercée, depuis près de 12 siècles, sur plusieurs territoires italiens et sur Rome. Les deux puissances signataires constituaient en même temps un nouvel État, dit de la Cité du Vatican. Ce minuscule territoire, bien qu'il soit entouré de toute part par l'Italie, n'en fait pas partie. Il est indépendant et souverain, ses frontières ne peuvent être violées. Il possède ses propres lois, ses structures politiques, sa monnaie, son « armée ». Il entretient des relations diplomatiques avec les autres États (dont l'Italie) et accueille les ambassadeurs accrédités auprès du chef de l'État, le pape.

### L'AUTONOMIE DE L'ÉGLISE

Celui-ci avait bien renoncé à tout pouvoir temporel, mais il estimait



cependant que l'évêque de Rome — chef spirituel d'une immense communauté de catholiques épars dans le monde entier — devait être indépendant de tout pouvoir politique. Il fallait qu'il eût — comme disait Pie XI — le « minimum de corps nécessaire » pour symboliser son autonomie.

Le premier des deux traités signés au Latran, en 1929, avait donc pour objet la constitution du nouvel État, la délimitation de ses frontières, la liste des immeubles et terrains jouissant du statut d'exterritorialité. Il précisait les garanties internationales et les réparations financières dues par l'Italie pour compenser l'annexion des États pontificaux.

Le gouvernement italien a ainsi versé au nouveau gouvernement pontifical 750 millions de liras et un milliard en bons du Trésor consolidés à 5%. Ces fonds, habilement investis constituent une partie importante du patrimoine du nouvel État.

La réconciliation entre le Saint-Siège et l'Italie étant accomplie, on pouvait poser la question : quelles allaient être désormais les relations entre l'Italie et l'Église ? Le *concordat* répond à cette question. Il est le deuxième traité signé en 1929 au Latran.

Qu'est-ce donc qu'un concordat ? C'est une série d'accords qui réglementent les relations entre l'Église catholique et un État. Dans un grand nombre de pays, en France, par exemple, les concordats n'existent pas, car on y applique le principe de la séparation entre l'Église et l'État. Cela garantit, à l'une et à l'autre une autonomie complète. Cela prive en même temps l'Église de privilèges

et l'État de services que l'Église peut lui rendre. Les concordats sont signés d'habitude dans les pays où la majorité des citoyens est de confession catholique. Le concordat suppose une coexistence amicale entre l'État et l'Église, et impose aux deux partenaires un certain nombre d'obligations et de concessions mutuelles. C'est pour cela qu'une partie de l'opinion publique est hostile au principe même du concordat. Les défenseurs de l'État laïque redoutent une emprise cléricale. Les catholiques préfèrent maintenant un Église moins protégée par les lois, moins assurée d'obtenir des privilèges et totalement indépendante du pouvoir politique.

#### COEXISTENCE AMICALE

La situation était cependant très particulière en 1929 en Italie. Le pays était gouverné par une dictature fasciste. Les libertés d'opinion et d'expression n'existaient pas. Le parti unique professait une idéologie totalitaire hostile à la foi chrétienne. Mais le gouvernement de Mussolini voulait en même temps s'assurer la bienveillance du pape et de l'Épiscopat italien. Et l'Église souhaitait des garanties juridiques pour sa présence et son action. Ses intérêts étaient à la fois spirituels et matériels. Face au totalitarisme fasciste, elle devait se préserver des chances d'action, notamment parmi les jeunes. Mais le Vatican avait aussi gardé à Rome, et ailleurs en Italie, après la perte de ses États, un patrimoine immobilier très considérable. La Curie — c'est-à-dire l'administration centrale de toute l'Église catholique — possédait, et possède toujours, de nombreux bureaux à Rome et y entretient un important personnel ecclésiastique international. Les accords du Latran, semblait-il au Saint-Siège,



offraient le moyen de garantir l'avenir : grâce à eux, le Vatican obtenait de précieuses exonérations fiscales, un traitement particulier pour ses dignitaires internationaux et pour le clergé. Il devait, de son côté, promettre une neutralité bienveillante. Les évêques italiens devaient prêter serment de fidélité à l'État ; interdiction était faite aux prêtres italiens de militer dans des partis politiques. Ce *do ut des* paraissait au Saint-Siège sauvegarder l'essentiel. C'est dans ces conditions, pour des raisons souvent contradictoires, qu'a été signé le concordat. On a dit parfois qu'il était né d'une entente entre le fascisme et le Vatican de Pie XI. A tort : c'est entre l'État et l'Église que la négociation avait lieu. Les premiers sondages avaient commencé déjà en 1919, avant la dictature. Et, dès le lendemain de la signature des accords par Mussolini et le cardinal Gasparri, de violents conflits éclatèrent entre le gouvernement et le Vatican à propos des associations d'action catholique. Plus tard, en 1947, lorsqu'il s'est agi d'insérer les accords du Latran dans le texte de la constitution républicaine, c'est Togliatti — au nom du parti communiste — qui fit pencher la balance en faveur du concordat.

### CE QU'ON PEUT RÉVISER

Les accords de 1929 sont toujours en vigueur. Et comme ils sont inscrits dans la Constitution, ils ne pourraient être abrogés sans une modification de celle-ci. Ils peuvent par contre être révisés. La nécessité de cette révision est évidente, pour peu que l'on songe aux événements qui ont bouleversé de fond en comble la vie de l'État italien au cours du dernier demi-siècle. L'Église aussi, d'ailleurs,

a connu de profonds changements : surtout depuis le Concile Vatican II, convoqué par Jean XXIII et achevé en 1965 par Paul VI.

L'Église, après le Concile, croit beaucoup moins qu'au temps de Pie XI et de Pie XII, aux protections juridiques et cherche moins à interférer dans la vie intérieure des États. Le Concile ne veut plus que l'Église se lie à tel ou tel régime ni qu'elle exerce sa tutelle sur ses fidèles dans les affaires politiques. Le voudrait-elle, d'ailleurs, que le pluralisme des options chez les clercs rendrait vains ses efforts. Le Concile proclame la liberté de la conscience individuelle et le droit pour tous à la liberté de pensée et de religion. Les mêmes notions de base figurent dans la Constitution de la République italienne. C'est sur ces notions que se fonde la révision des accords du Latran.

Dès 1966, une commission italienne se mettait au travail. Puis, une commission paritaire italo-vaticane élaborait un document en 14 articles (1). Le Président du Conseil Andreotti le présentait à la Chambre des Députés, le 25 novembre 1976. Les 14 articles constituent au fond un nouveau concordat. La commission a supprimé d'abord, évidemment, tout ce qui a trait aux institutions disparues et au régime fasciste. Elle a annulé quelques mesures manifestement discriminatoires : comme celle, par exemple, qui interdisait aux « prêtres apostats, frappés de sanctions (ecclésiastiques) d'être nommés ou maintenus comme professeurs ou d'exercer leur activité dans un emploi qui les mette en contact

(1) Membres de la commission pour l'Italie : Guido Gonella, Arturo Carlo Jemolo, Roberto Ago ; pour le Vatican : Mgr Casaroli, Mgr Silvestrini, R.P. Lener.



direct avec le public » (Cette clause avait été insérée sur la demande expresse du Saint-Siège pour empêcher le célèbre savant et prêtre excommunié, Ernesto Buonaiuti, de poursuivre son enseignement à l'Université de Rome).

## LA CULTURE RELIGIEUSE

Les paragraphes concernant l'enseignement de la religion catholique sont profondément modifiés. On ne déclare plus que « l'Italie considère l'enseignement de la doctrine chrétienne, selon la forme reçue par la tradition catholique, comme le fondement et le couronnement de l'instruction publique ». On affirme à la place : « L'État, reconnaissant la valeur de la culture religieuse et considérant que la grande majorité de la population italienne appartient à l'Église catholique, assure l'enseignement de la religion catholique dans toutes les écoles publiques, maternelle, élémentaire et du second degré. Cependant, des accords particuliers pourront être pris pour les citoyens qui appartiennent à d'autres confessions... au moment de l'inscription dans les écoles du second degré, les élèves... ou leurs parents déclarent s'ils entendent ou n'entendent pas bénéficier de cet enseignement ».

L'État assure aussi la possibilité d'assistance religieuse dans les casernes, les hôpitaux, les prisons, mais les citoyens non catholiques ont la possibilité de requérir la présence d'un représentant de leur religion ou, naturellement, de refuser tout contact avec des ministres d'un culte.

La place privilégiée que le projet de révision accorde, malgré ces corrections, à la confession catholique, parce qu'elle est celle de la majorité

des Italiens, suscite des polémiques violentes dans les minorités religieuses, surtout dans l'Église protestante vaudoise et dans la communauté juive. Les partisans de la laïcité absolue de l'État – en particulier le parti libéral et le parti radical – se joignent à ces protestations.

Le chapitre du mariage est, lui aussi, modifié depuis l'introduction du divorce, en 1970. Le mariage « concordataire » est toujours là. En Italie, le ministre du culte qui bénit le mariage, (à l'église, au temple protestant ou à la synagogue) exerce en même temps les fonctions d'officier d'état-civil. Il ne faut donc pas – comme en France – se présenter devant M. le Maire. Mais qu'arrive-t-il si un tel mariage ne dure pas ? Du point de vue catholique l'union est indissoluble. Mais pour l'État, le divorce peut être obtenu. S'il est prononcé, les époux – même mariés à l'Église – le font transcrire sur les registres d'état-civil et (quoique toujours unis aux yeux de l'Église) sont libres aux yeux de l'État et peuvent se remarier, mais alors seulement civilement.

Le projet, présenté par M. Andreotti, a été longuement examiné à la Chambre. A la fin du débat, une motion, votée par 412 *oui* contre 31 *non*, a invité le gouvernement à poursuivre les pourparlers avec le Vatican. Le gouvernement doit cependant tenir compte des nombreuses critiques, parfois très sévères, et des suggestions émises au Parlement. La motion a été présentée par les partis socialiste, républicain, communiste, démocrate-chrétien, social-démocrate. La petite minorité qui a voté *contre* voudrait l'abrogation pure et simple du concordat, le retrait de tous les privilèges dont bénéficie l'Église catholique, la suppression de



tout lien entre l'État et le Vatican. C'est ainsi seulement, pense-t-elle, que pourront être défendues, contre l'emprise cléricale, l'indépendance de l'État laïque et les valeurs du Risorgimento.

Le procès de la révision est toujours en cours.

**Jean Neuvécelle**  
Rome, mars 77





BRUNO TRENTIN SECRÉTAIRE NATIONAL DE LA F.L.M.



Le mouvement ouvrier.

## repères pour une brève histoire du syndicalisme italien

Les origines du syndicat en Italie ne sont guère différentes de celles des autres pays européens. Au départ se trouve la création de sociétés de secours mutuel, dites Sociétés Ouvrières, qui apparaissent au Piémont, puis en Lombardie vers 1840-50 parallèlement au développement industriel. Ces sociétés commencent à s'unifier au cours des années 50. L'idéologie alors dominante dans la classe ouvrière était libérale et républicaine et il est significatif que le représentant de l'Italie lors de la fondation de la 1ère Internationale ait été un très fidèle ami de Mazzini.

Par la suite, l'arrivée de Bakounine en Italie en 1864 crée la possibilité de développement d'un mouvement anarchiste qui rencontrera un écho populaire surtout dans le Sud. Au moment de la Commune de Paris le mouvement ouvrier italien est divisé en républicains et anarchistes, parmi lesquels prend une place considérable Andréa Costa, futur fondateur du PSI. C'est cette deuxième tendance qui va s'affirmer dans les années 70, mais l'échec répété des insurrections qu'elle suscite et la répression sauvage qu'elles entraînent conduisit les travailleurs à chercher d'autres formes d'action.

Ce sera la formation d'organisations socialistes qui aboutiront à la création en 1892 du Parti des Travailleurs Italiens (qui deviendra plus tard le PSI). Ce sera aussi parallèlement la mutation des sociétés de secours mutuel en syndicats proprement dit, d'abord localement puis sous forme de fédérations nationales chez les typographes, les ouvriers du bâtiment, les travailleurs du cuir. Les syndicats furent aidés par la mise en place de Chambres du Travail (Camere del Lavoro) sur le modèle français des Bourses du Travail dans les dernières années du siècle. Ces lieux de rencontre des syndicats prendront en Italie un rôle considérable dans l'histoire du mouvement.

La répression très brutale déchainée par le gouvernement Crispi à la suite d'insurrections populaires en Sicile (Fasci dei Lavoratori) et en Toscane se traduisit par la dissolution de toutes les organisations ouvrières (politiques et syndicales) en 1894 ce qui rapprocha syndicats et parti socialiste. La période suivante, de 1901 à 1914, marquée par la nouvelle politique libérale de la bourgeoisie que représentait Giolitti fut aussi une période de prospérité économique. Une légis-



lation du travail se développa ce qui favorisa une attitude modérée tant des syndicats que du Parti socialiste où les courants réformistes dominaient. Cette situation entraîne aussi une croissance considérable du mouvement syndical (de 1901 à 1902 les adhérents passèrent de 200 000 à plus de 500 000) et la création en 1906 de la CGL (1).

Les coopératives se développèrent et furent d'ailleurs aidées par le gouvernement. Mais l'hégémonie des réformistes sur le syndicalisme italien qui se prolongera jusqu'au fascisme suscita par réaction un fort courant syndicaliste révolutionnaire qui trouvait un écho dans la gauche du PSI (2). On remarquera que le syndicalisme révolutionnaire ne trouva d'appui en Italie, contrairement à la France, que dans les campagnes, parmi les travailleurs agricoles.

La CGL prit pour modèle le syndicalisme bureaucratique et centralisé de l'Europe du Nord. Ses rapports avec le Parti socialiste se situèrent sur un plan de collaboration étroite sans qu'il y ait effet de domination de l'une ou l'autre part. La CGL fit à partir de 1908 voter ses adhérents pour les candidats socialistes aux différentes élections. En réalité au cours de cette période le gouvernement tenta, non sans succès, d'intégrer le syndicalisme et l'aile modérée du PSI à sa stratégie politique. Si une telle attitude permit à la classe ouvrière de bénéficier d'une législation sociale relativement avancée pour l'époque, elle eut aussi pour effet de diviser le mouvement des travailleurs et les années qui précédèrent juste le conflit mondial virent se produire une radicalisation des masses, qui entraîna un durcissement des socialistes.

1 - CGL : Confédération Générale du Travail.

2 - Ce courant quittera la CGL et formera l'Union Syndicale Italienne en 1912.

## LA GUERRE ET SES CONSÉQUENCES

La gauche politique et syndicale s'opposa à l'entrée en guerre de l'Italie et adopta une attitude de neutralité tout au long du conflit, à l'exception toutefois d'une aile du syndicalisme révolutionnaire qui adhèrera par la suite au fascisme.

Le lendemain du conflit voit se développer une crise économique et politique considérable. Sur le plan économique les destructions et la réorganisation de l'industrie de guerre créent le chômage provoquent une baisse brutale du pouvoir d'achat des travailleurs. C'est alors que se situe la grande vague révolutionnaire de 1919-1920 qui va toucher d'abord la campagne, avec un mouvement massif d'occupations des terres des latifondiaires, puis les centres industriels du Nord et du Centre. Les motifs de l'offensive ouvrière étaient la revendication de la réduction du temps de travail, puis d'augmentation des salaires mais ils se traduisirent très tôt par un enchevêtrement de grèves et d'insurrections. Des républiques des Soviets furent constituées de façon éphémère (par exemple à Florence) et la révolution d'Octobre 1917 devint un thème évident de référence. Le PSI appelait alors à la mise en œuvre de la dictature du prolétariat. Mais il convient d'ajouter aussitôt qu'il joue un rôle mineur dans cette agitation ouvrière qui fut essentiellement un mouvement « sauvage ». De même la CGL resta quelque peu en dehors du mouvement, tout au moins au niveau de ses dirigeants. Elle n'en bénéficia pas moins, puisque ses effectifs passèrent de 250 000 en 1918 à 2 200 000 en 1920. Cette période fut marquée en outre par le mouvement des Conseils d'usine qui commença à la FIAT et se répandit



dans la région de Turin, puis à Milan. Ces conseils, théorisés par la gauche socialiste piémontaise groupée autour de *l'Ordine Nuovo* de Gramsci qui allait fonder quelques mois après le PC d'Italie, apparurent comme une structure entièrement nouvelle, noyau du pouvoir prolétarien qui allait en 1920 occuper les usines et les faire tourner sous leur responsabilité. Le syndicat était devenu superflu, et c'est le conseil qui était appelé à devenir « l'organe principal du gouvernement et de la gestion ouvrière de la production » selon les termes de *l'Ordine Nuovo*. A l'automne 1920 le mouvement est désamorcé par les négociations qu'ouvrent la CGL et le PSI et qui aboutirent à une vague promesse de contrôle ouvrier. C'était la fin du grand mouvement révolutionnaire de l'après guerre qui laissera des marques profondes dans la mémoire ouvrière italienne et ce n'est pas par hasard si le symbole même de l'automne chaud de 1969 sera précisément le conseil d'usine.

L'échec final de l'offensive ouvrière déchaîne aussitôt la violence fasciste, reprise simple, directe de la classe dominante à la frayeur qu'elle avait pu éprouver pendant plusieurs mois. Industriels et latifondiaires décidèrent de soutenir généreusement l'entreprise de Mussolini.

### LE FASCISME.

On connaît la progression de la terreur blanche des squadristi fascistes qui à partir de 1920 attaquèrent, d'abord dans le centre de l'Italie rurale, puis un peu partout ailleurs, les militants et les sièges des organisations de gauche, attaques qui bénéficièrent de la complicité ouverte de l'appareil d'État « libéral ». La terreur permit à Mussolini d'accéder au pouvoir où l'un de ses objectifs essentiels

sera la destruction du mouvement ouvrier (1). En 1925 un pacte signé avec le patronat industriel donne aux syndicats fascistes le monopole de la représentation ouvrière et en 1926, le système corporatif est mis sur pied qui a essentiellement pour fonction d'encadrer la classe ouvrière et la mettre au service intégral de l'État fasciste. L'opposition est entièrement décimée, il ne reste plus à la CGL que de prononcer sa propre dissolution, ce qu'elle fera en 1927. Toutefois, la tendance communiste de cette organisation refusa la dissolution et tenta de constituer une CGL clandestine, désavouée par la direction socialiste, mais assez vite, devant les difficultés croissantes le PC d'Italie choisit, dès 1929, de tenter l'infiltration des syndicats fascistes.

Le rapprochement avec la tendance socialiste se fit dans l'atmosphère du Front Populaire et l'accord entre le PC d'Italie et le PSI se fait à Paris en 1936 pour reconstituer une CGL réunifiée.

### L'UNITÉ DE L'APRES GUERRE.

L'alliance des partis antifascistes eut pour corollaire la volonté de réunification syndicale. Celle-ci apparaissait avec le prolongement naturel de l'unité des trois grandes forces de la Résistance, les communistes, les socialistes et les démocrates chrétiens (2). Et de fait le Pacte de Rome de Juin 1944 créant la CGIL fut rédigé directement par B. Buozzi pour le PSI Di Vittorio pour le PCI et A. Grandi pour la DC. Le nouveau syndicat ainsi constitué souffrira de cette absence totale d'autonomie, de sa structure bureaucratique et centralisée. Il ne pourra survivre à la déchirure du front antifasciste et à la guerre froide.



Le courant catholique avait pour sa part tenu à conserver des liens avec les ACLI (Associations Catholiques des Travailleurs Italiens) dépendant de l'Action catholique et qui joueront un rôle important dans la scission de 1948.

Le premier objectif de la CGIL fut de participer à la reconstruction et de lutter contre le chômage. Et très vite les désaccords apparurent sur la politique économique (les démocrates-chrétiens acceptent un blocage des salaires, la gauche s'y oppose) et sur les méthodes d'action. De nombreuses grèves proposées par la tendance majoritaire de la CGIL (3) furent d'abord soutenues faiblement puis ouvertement critiquées par les démocrates chrétiens. La tension monte entre les éléments catholiques et les éléments socialistes et communistes jusqu'à la victoire électorale de la DC en 1948 qui rompit pour des années l'alliance antifasciste. Les catholiques entraînent avec eux quelques sociaux-démocrates et républicains lorsqu'ils quittent la CGIL en juillet 1948 ; ils créent la « libre » CGIL qui deviendra par la suite la CISL.

L'année suivante d'autres éléments du centre gauche « laïc » quittent à leur tour le CGIL puis fondent la FIL (Federazione italiana dei lavoratori) qui se transformera ensuite en UIL. On sait aujourd'hui l'aide que reçoivent des États Unis les syndicalistes catholiques et sociaux démocrates pour créer des organisations syndicales anti-communistes.

Les scissions ainsi provoquées aboutiront à un affaiblissement considérable de la classe ouvrière. La guerre froide bloque toute possibilité de redonner une dimension non-partisane à l'action syndicale. La dépendance à l'égard des partis ne fut, de toute l'histoire du syndicalisme italien

jamais aussi grande que de 1948 à 1960.

La CGIL fut pendant des années contrainte à l'isolement, elle perdit de son audience au sein de la classe ouvrière (y compris la plus avancée) à partir de 1949 - 50 (le recul dans les élections professionnelles à la FIAT en 1955 fut particulièrement révélateur). L'UIL joua très longtemps le rôle d'un syndicat jaune surtout implanté chez les fonctionnaires et les employés les moins conscients. La CISL restait prisonnière de ses liens organiques avec la DC (dont elle constituait pratiquement une tendance) et la solidarité avec les gouvernements semblait l'emporter sur la défense de la classe ouvrière.

La recherche d'autonomie à la CGIL et l'abandon à partir de 1956, par le PCI de la « courroie de transmission », le développement économique considérable, qui fit diminuer le chômage donc augmenta la capacité de négociation ouvrière, le centre-gauche (4) et l'ouverture de la DC à partir de 1962 favorisèrent des rapports nouveaux entre confédérations. 1962 est une année de nouvelle offensive ouvrière surtout dans la métallurgie et les chantiers navals où des travailleurs jeunes sont à la pointe de la lutte qui ne sont pas marqués par les déchirures de la guerre froide. Une nouvelle génération de cadres syndicaux apparaît à cette époque qui considère, ce n'est évidemment pas vrai dans tous les secteurs, que l'unité de la classe ouvrière est un facteur essentiel d'efficacité. L'échec du centre gauche à réaliser les réformes promises sera un dernier élément qui favorisera le mouvement de base vers l'unité dont les luttes de 1968-1969 seront la plus éclatante traduction.

**Jean-Claude Mouret**

Assistant de Recherche à la Fondation Nationale des Sciences Politiques, Paris.  
Paris, mars 1977.



## NOTES

(1) - Les syndicats avaient essayé de réagir et fondé en 1922 une Alliance du Travail associant la CGL et l'UIL anarcho-syndicaliste qui déclencha une grève générale antifasciste en juillet de la même année. Mais l'extrême violence des bandes mussoliniennes vint rapidement à bout de cette résistance populaire.

(2) - Le mouvement syndical catholique se confondait totalement jusqu'en 1918 avec l'Action catholique ouvrière. Ce qui ne l'empêcha pas de recruter parmi les paysans et ouvriers de Vénétie ou de Lombardie. La véritable naissance du syndicalisme catholique date de 1918 où est créée la Confédération Italienne du Travail, qui aura jusqu'à 1 200 000 membres et fut la force essentielle du Parti Populaire, ancêtre de la DC. La CIL sera bien sûr dissoute elle aussi par le régime de Mussolini, mais elle avait eu à souffrir de l'image cléricale de ses origines et la CGL lui reprochait vivement son idéologie fortement antisocialiste et prônant la collaboration entre les classes.

(3) - Au congrès de Florence de la CGIL en 1947, les forces respectives étaient de 57,8% pour le PCI; 22,6% pour le PSI allié au premier; 13,4% pour la DC; 2,2% pour les sociaux-démocrates et 2% pour les républicains.

(4) - Il faut cependant rappeler que ce type d'alliance avait pour but – parmi d'autres – de détacher le PSI du PCI et l'idée fut lancée vers 1965-66 de créer un syndicat socialiste, ce qui devait faire éclater la CGIL. Cette tentative échoua lamentablement.

des luttes sociales que chacun connaît  
de 1968, 1969 et 1970 a été la mise

Celui-ci eut comme point de force  
l'émergence au travers des assemblées





Fonte: L'Espresso, 14 gennaio 1978, p. 100

Jean-Louis  
 Assistant de Recherche  
 Nationale des Sciences Politiques  
 Paris



## le syndicalisme italien ou comment revendiquer l'austérité

Le Mouvement ouvrier italien, par l'ampleur des luttes qu'il a menées, par son extraordinaire tenacité (la crise économique très grave traversée par la péninsule depuis 1973, n'a rien entamé de la combativité des travailleurs), par sa surprenante capacité à se défendre au cours de l'automne chaud, est rapidement apparu — dès 1969-70 — comme une sorte de modèle pour l'Europe occidentale. La classe ouvrière était considérée comme la plus avancée et on voyait alors la formation d'un syndicalisme à la fois très unitaire et offensif, la traduction fidèle de cette situation. Depuis la « mode » de l'Italie ouvrière est quelque peu passée; cependant l'expérience politique du gouvernement des abstentions de G. Andreotti, le diktat récent du Fonds monétaire international et le thème de l'« austérité progressiste » devrait constituer l'occasion d'un renouveau d'intérêt pour les syndicats d'outre-Alpes.

### LE MOUVEMENT UNITAIRE

L'une des conséquences essentielles des luttes sociales que chacun connaît de 1968, 1969 et 1970 a été la mise

en marche d'un très puissant appel à l'unité de la classe ouvrière italienne. Elles mettaient fin aux cassures dramatiques de la guerre froide, qui avaient été si savamment utilisées par le patronat et les gouvernements à direction démocrate-chrétienne. Bien sûr le syndicat majoritaire la CGIL avait su garder dans ses rangs l'essentiel des ouvriers socialistes (1), mais les travailleurs catholiques se reconnaissaient alors dans une organisation liée organiquement à la DC et à l'anti-communisme vigilant, la CISL. Des rapprochements significatifs s'étaient produits dès le début des années 60 entre certains secteurs de la CGIL et de la CISL (particulièrement dans la métallurgie qui restera la branche la plus en pointe); l'unité d'action — y compris avec l'UIL qui joua longtemps comme chez FIAT par exemple le rôle de syndicat-maison — apparut peu à peu comme une nécessité, d'autant que le marché du travail devenait plus favorable à la classe ouvrière. Mais c'est à l'évidence ce qu'on appelle l'automne chaud qui va déclencher véritablement le mouvement vers l'unité syndicale.

Celui-ci eut comme point de force l'émergence au travers des assemblées



du personnel, des délégués élus librement par chaque groupe homogène, révocables en permanence et qui forment au niveau de chaque établissement, le conseil d'usine. C'est cette structure de base qui va constituer le levier essentiel du mouvement unitaire puisqu'aussi bien à partir de 1968-69 les délégués seront élus indépendamment de l'appartenance syndicale (2). Le problème du rapport entre cette nouvelle organisation et la structure traditionnelle des confédérations ne tarda pas à se poser. De fortes résistances au changement et aux remises en cause qu'impliquaient les conseils d'usine se manifestèrent au sein de chaque structure confédérale, d'autant que le mouvement ainsi constitué visait à faire du conseil l'organe de base du syndicat, de fait la section syndicale d'entreprise. D'où le double reproche d'une part de « basisme », de « spontanéisme » par les appareils traditionnels de la classe ouvrière, d'autre part de manipulation syndicale venant d'une partie de l'extrême gauche. (« Nous sommes tous des délégués » criait alors Lotta continua).

En tout état de cause la demande pressante d'unité à la base se traduit dans les trois congrès confédéraux de 1969 qui s'engagèrent chacun à promouvoir le rapprochement à tous les niveaux entre CGIL, CISL et UIL et à développer autant que possible, la mise en place dans chaque secteur de conseils de délégués.

Par la suite l'idée du conseil d'usine comme structure de base du syndicat à vocation unitaire sera peu à peu acceptée par les directions confédérales d'abord par la CGIL (fin 1970 elle propose la dissolution des sections syndicales dans le conseil unitaire)

puis de façon très contradictoire par la CISL. La direction de l'UIL restera jusqu'à une période très récente la plus réservée, voire la plus franchement hostile au principe du conseil des délégués. Au niveau des fédérations d'industries, au moins pour un certain nombre d'entre elles, la reconnaissance des nouvelles structures de représentation ouvrière fut beaucoup plus rapide et fut le signe de la construction de l'unité réelle du syndicat. Ce sont d'abord la métallurgie, puis la chimie, le textile et l'alimentation qui réalisent entre 1970 et 1972, l'unité syndicale fondée sur les conseils d'usine, unité véritable s'appliquant de la base au sommet. Mais précisément le décalage s'accrut entre ces secteurs et les autres et surtout une tension apparut avec les directions confédérales.

Ces dernières prenaient appui sur le retard du processus unitaire dans de nombreuses branches ou dans des régions moins industrialisées, pour freiner la marche vers la constitution d'un syndicat unique, expression directe non médiatisée des travailleurs. Elles reprochaient aux fédérations de pointe de vouloir imposer aux autres catégories leur modèle d'unification.

De plus le mouvement des délégués en revendiquant d'entrée de jeu l'autonomie à l'égard des partis — ce qui ne signifie pas, loin de là, un refus de faire de la politique — se heurta à la résistance ou à l'hostilité ouverte des organisations politiques. Il fut l'occasion de débats serrés au sein du PCI, qui reste aujourd'hui très divisé sur ce problème. Si le principe d'autonomie est officiellement accepté, de nombreux cadres communistes envisagent difficilement l'application pratique de cette règle générale.

Au sein de la Démocratie-chrétienne, où l'on donne le plus souvent à la notion d'autonomie la signification



d'indépendance à l'égard de la CGIL et sous-entendu du PCI, la méfiance est très grande à l'égard des conseils dont les cadres du parti catholique craignaient qu'ils ne soient facilement hégémonisés par les travailleurs communistes. L'attitude est fondamentalement la même dans les partis de centre gauche (républicains, sociaux démocrates) bien représentés à l'UIL. Les organisations socialistes, PSI, PSIUP puis PDUP furent sans doute les plus favorables au mouvement unitaire et non partisan; cependant le PSI lui-même n'hésita pas à recourir en plusieurs occasions aux jeux de courant traditionnels.

Néanmoins la volonté très forte dans les organismes de base de dépasser les clivages partisans qui avaient été responsables des scissions syndicales et par là de la faiblesse du mouvement ouvrier au cours des années 50 réussit à s'imposer au cours de l'automne chaud et à contraindre les directions confédérales à rechercher une procédure entraînant la fédération des trois organisations nationales. Différents conseils généraux de la CGIL, CISL et UIL virent s'affronter deux tendances générales l'une s'appuyant délibérément sur les structures de démocratie ouvrière, traduisant directement la demande unitaire présente dans le cadre des conseils d'usine et souhaitant la réalisation aussi rapide que possible de l'unité organique à tous les niveaux; l'autre en revanche restait beaucoup plus nettement prisonnière des équilibres politiques, ne rompait pas avec la logique partisane qui avait été celle du Pacte de Rome de juin 1944 (3) et considérait que toute avancée vers l'unité syndicale devait engager l'ensemble des fédérations et des tendances.

C'est cette seconde conception qui devait l'emporter au moment où la Fédération des confédérations – CGIL-

CISL-UIL – fut constituée en juillet 1972. Elle avait nécessairement pour conséquence une progression très prudente du processus unitaire, et celui-ci ne pouvait éviter d'apparaître, dans nombre de secteurs, comme simple juxtaposition d'organisations préexistantes beaucoup plus que comme création d'une structure nouvelle. Le poids des tendances modérées fut tel au moment de la rédaction du texte fondant la Fédération que celui-ci tend en fait à bloquer tout processus de fusion au niveau des secteurs d'industrie qui étaient dès cette époque prêts de réaliser leur unité organique. En outre la charte de 1972 prévoyait une forme de réglementation des conseils d'usine tendant à assurer en leur sein la présence de représentants des courants politiques ou syndicaux les plus réticents à l'égard du principe même de l'unité. L'organisme ainsi créé apparut à chacun comme souffrant d'une hypothèque conservatrice et en quelque sorte comme un coup d'arrêt, bureaucratique et partisan à un mouvement qui avait des racines très profondes au sein de la classe ouvrière italienne. En outre la confédération qui s'était toujours montrée la plus hésitante devant la perspective d'une unité syndicale authentique, l'UIL, devait déclarer très vite que la forme de la Fédération ainsi réalisée était indépassable et qu'en aucun cas elle ne pouvait accepter ce qui avait été décidé au moment du congrès de constitution de la nouvelle organisation, à savoir la perspective de la dissolution de chacune des confédérations en 1973.

Cette déclaration devint en quelque sorte un point de ralliement de toutes les forces qui en fait s'opposaient depuis 1968-69 à la perspective d'un mouvement ouvrier démocratique et uni, forces qui regroupent la majorité (jusqu'à une période toute récente)



de l'UIL, une partie considérable de la CISL, de nombreuses fédérations non-industrielles et au niveau politique les cadres socio-démocrates, républicains et, très largement, démocrates-chrétiens. Toute tentative de faire progresser l'unité, à quelque niveau que ce soit, se heurta aux menaces de scission en particulier au sein de la CISL sous le leadership de Vito Scalia, principal porte-parole de l'opposition de droite au sein du secrétariat du syndicat catholique. Ces différents courants conservateurs s'appuyaient sur les secteurs de la classe ouvrière et les employés qui étaient restés à l'écart des luttes sociales les plus aiguës de l'automne chaud, souvent dans le Midi, sur de larges couches rurales, et utilisaient comme moyen de pression la menace d'une progression fasciste, qui s'était effectivement manifestée au plan électoral, et l'attitude de certains syndicats étrangers disposant de liens traditionnels avec les directions de la CISL et de l'UIL. A cet égard les déclarations, début 1975, du représentant en Europe du syndicat américain AFL-CIO à propos de la perspective d'unité syndicale sont particulièrement significatives. Il affirmait que l'un des principaux dangers que courait l'Italie était précisément le mouvement vers l'unification syndicale qui selon lui, « donnait un instrument aux mains des communistes », et ajoutait que l'AFL-CIO était prête à aider à une scission des forces qu'il appelait « démocratiques »(4).

Cette série de pressions permit de retarder jusqu'à aujourd'hui la fusion des trois confédérations, et si l'assemblée des cadres CGIL-CISL-UIL qui se tint en janvier de cette année réitéra la demande d'une accélération du processus unitaire, nul ne sait si 1977 verra enfin la dissolution des organisations

nationales « traditionnelles ». Il n'en reste pas moins que dans plusieurs secteurs tels que la métallurgie, la chimie, le textile, l'alimentation et le bâtiment l'unité est réalisée en fait depuis plusieurs années, les fédérations unitaires se sont dotées de sièges uniques, et les travailleurs peuvent adhérer directement à la FLM ou à la FULC (5).

### LES RAPPORTS SYNDICATS – PARTIS.

Nous avons vu que l'aspiration à l'unité ouvrière allait de pair avec une recherche de l'autonomie syndicale à l'égard des partis. Le regroupement de l'ensemble des travailleurs italiens suppose en effet que l'organisation unitaire ne subisse pas les conditionnements des forces politiques, de leur position par rapport au pouvoir (présence dans la majorité ou l'opposition). Or le système socio-politique qui s'était mis en place au lendemain de la Libération avait habitué les partis à utiliser le syndicat ou une tendance au sein de celui-ci comme une masse de manœuvre, un relais commode dans ses rapports avec les travailleurs; la conception de la « courroie de transmission » était finalement dominante et, contrairement à l'image répandue par la grande presse, ce n'est sans doute pas le Parti communiste qui l'appliqua de la façon la plus rigoureuse. Les luttes de 1968-69 eurent pour effet de remettre en cause profondément les liens qui s'étaient établis entre la CGIL et les partis communiste et socialiste, la CISL et la Démocratie chrétienne, l'UIL et les petits partis de centre-gauche; l'échec de la coalition catholique-socialiste que traduit l'automne chaud facilita ces remises en cause.



A partir de cette période chaque parti politique fut traversé de courants contradictoires à propos du problème syndical. Les débats internes prirent un caractère plus aigu lorsque les syndicats se posèrent directement comme protagonistes de la vie politique passant de la lutte sur le salaire et l'organisation du travail dans l'usine à la lutte pour les réformes du logement, de la santé, de la fiscalité, des transports, du développement du Mezzogiorno, dès 1970-71. Les réformes que le centre gauche n'avait pas réussi à réaliser devenaient l'objectif des syndicats qui parvenaient à mobiliser les masses autour d'elles et apparaissaient par là-même comme directement concurrents des partis.

Dès lors toutes les grandes organisations politiques tinrent à réaffirmer leur prérogatives dans le domaine des décisions essentielles de politique économique, tentèrent de limiter l'espace dans lequel les syndicats entendaient agir et de les présenter ou bien comme des mouvements révolutionnaires ou bien cherchant à agir politiquement au-delà du Parlement et des circuits institutionnels « normaux ». Le Parti communiste lui-même dénonça à de nombreuses reprises le danger de ce qu'il appelait le « pansyndicalisme » qui lui paraissait guetter l'aile la plus avancée du mouvement ouvrier; il craignait en effet que celle-ci impose à l'État au moyen de grèves et de manifestations massives une politique économique et sociale dont l'élaboration lui échapperait pour l'essentiel.

Le second problème qu'a posé et que se pose encore la volonté d'autonomie du syndicat est celui du poids du Parti communiste. L'une des motivations majeures des réticences ou de l'hostilité au syndicat unique est à l'évidence la crainte que les militants du PCI tendent à devenir hégémoniques

dans le cadre de celui-ci. L'idéologie anti-communiste étant au centre des thèmes développés par la Démocratie-chrétienne, le Parti républicain ou la social-démocratie depuis 1947 on ne s'étonnera pas que la perspective d'une union avec la CGIL, confédération la plus puissante et au sein de laquelle le courant communiste est prépondérant, soit envisagée avec de très sérieuses réserves. Ce problème prit une dimension nouvelle après l'accroissement considérable de l'audience du PCI aux élections régionales de 1975 et législatives de 1976 (rappelons qu'il obtint alors 34 % des voix). Ce nouvel équilibre entre forces politiques suscita des réactions de méfiance chez des syndicalistes catholiques ou socialistes qui avaient été jusque là particulièrement unitaires. Au sein même de la gauche de la CGIL, qui était parfois apparue en 1969 comme la plus enthousiaste envers la fusion à très court terme avec les autres confédérations, s'exprima de nouveau un courant tendant à une certaine récupération de la « spécificité » du syndicat catholique (6). De même le courant socialiste de l'UIL, lui aussi traditionnellement unitaire, se déclara franchement hostile à l'idée de « compromis historique » qui, s'il était réalisé, lui paraît devoir aboutir à la marginalisation des éléments proches du PSI, écasés dès lors entre les deux grands partis de masse qui dominent la vie politique italienne. Il semble cependant que les craintes ainsi suscitées se soient récemment quelque peu atténuées.

Où en est-on aujourd'hui quant au problème de l'autonomie syndicale ? Le bilan est contradictoire. En effet le poids des partis reste dominant, nous l'avons vu, au sein de la Fédération CGIL-CISL-UIL, et celle-ci a pu se constituer grâce à un jeu d'équilibres essentiellement politique. De plus si les



partis ont paru dépassés par le mouvement de 1968-1970, ils ont su depuis reprendre une grande part d'initiatives dans leurs rapports avec le syndicat. Il faut ajouter que la situation politique d'alliance — sans doute complexe, peut-être vaudrait-il mieux écrire de non-opposition — parlementaire entre DC, PSI, PCI depuis l'automne dernier et l'appel des forces de gauche à la formation, face à la crise économique, d'un gouvernement d'union nationale démocratique, constitue une sollicitation considérable pour le mouvement syndical. En revanche un certain nombre de points sont d'ores et déjà acquis qui traduisent un mouvement d'indépendance du syndicat. En premier lieu la règle d'incompatibilité entre mandats politiques et mandats syndicaux (on ne peut plus être simultanément syndicaliste et parlementaire, ou syndicaliste et responsable national ou fédéral d'un parti) est rigoureusement appliquée. En outre les problèmes posés par la restructuration « conseiliste » des syndicats et la perspective d'une fusion entre confédérations permirent de dépasser sur de nombreux points les clivages strictement partisans et on peut considérer qu'à partir de 1969 **chaque parti**, du centre à l'extrême-gauche révolutionnaire, fut traversé de positions contradictoires. Le caractère profondément dérangeant d'un syndicat unitaire expression des assemblées ouvrières de base suscita enthousiasme, sympathie et réticences dans toutes les organisations. Enfin, c'est un aspect que nous développerons plus loin, on constate que l'accord se fait de plus en plus aisément au niveau de la Fédération sur une politique économique commune. Il est significatif que dans ce domaine les organes directeurs prennent de plus en plus en compte les demandes provenant des structures de base, et en

tout état de cause cette pratique de décisions communes depuis maintenant cinq ans dans le champ des revendications socio-économiques essentielles ne peut pas ne pas favoriser un dégagement du syndicat à l'égard des conditionnements possibles par les jeux partisans. Rappelons cependant que l'autonomie, n'a jamais voulu dire, pour quelque syndicaliste que ce soit, opposition aux partis, mais au contraire recherche d'un soutien de la part de ceux qui acceptent de lutter pour les mêmes revendications.

Le meilleur gage de l'indépendance syndicale, le facteur qui permettra au mouvement ouvrier italien de sortir de la vieille logique tripartite de 1944 (elle-même responsable des scissions de la guerre froide) reste sans doute possible, la puissance et la vitalité démocratique des conseils d'usine.

## LE SYNDICALISME DANS LA CRISE ÉCONOMIQUE

Une récession en 1975, la première depuis la Libération (le PNB recule de 3,5%), une stagnation globale depuis, une hausse du coût de la vie de 21 % l'an passé, et à un niveau comparable depuis janvier 1977, un emploi qui baisse globalement, une situation catastrophique de la balance des paiements, telle est le cadre dans lequel les syndicats italiens doivent agir. Si l'on y ajoute l'environnement européen qui connaît lui-même une crise durable et qui influe de façon considérable sur l'économie italienne puisque celle-ci est prioritairement orientée vers l'exportation, on saisira l'ampleur du défi ainsi lancé au mouvement ouvrier.

Il y a là un ensemble de données qui pèsent très lourdement sur l'action syndicale et il est particulièrement remarquable que celle-ci n'ait pas



été sensiblement entravée en dépit de la massive offensive idéologique de la droite, du patronat, et même d'économistes se proclamant de « gauche », rendant le mouvement ouvrier responsable de la totalité des malheurs de la péninsule, l'échelle mobile des salaires, une des grandes conquêtes sociales de l'après-guerre, étant devenue dans la presse bien pensante au cours des derniers mois, la cause ultime de toutes les difficultés économiques de l'Italie.

La riposte des syndicats consiste avant tout en une prise en charge de la crise. Cette attitude fut souvent mal comprise à l'étranger, en particulier en France. Elle correspondait en fait à une volonté très tôt affirmée par le mouvement ouvrier italien de lutter pour changer profondément les structures économiques de la péninsule. Les luttes de 1968-1969 étaient porteuses d'une demande d'accroissement du pouvoir des travailleurs ce qui signifiait une lutte pour élargir la force contractuelle de la classe ouvrière, par l'égalisation des salaires, par la modification de l'organisation du travail en usine, par le contrôle des conditions (en particulier sanitaires) de production, par l'élargissement des droits politiques et syndicaux dans l'entreprise. Mais cette demande signifiait aussi la prise de conscience d'une nécessité de changer les mécanismes d'accumulation capitaliste, de redistribution des revenus. Le mouvement ouvrier comprit que la lutte devait se porter aussi précisément que possible sur une série de revendications de politique économique générale. Nous avons vu qu'elle porta d'abord sur les réformes, promises depuis 15 ans, du logement (pour la priorité aux constructions populaires, pour une nouvelle réglementation des loyers), de la santé, pour le développement prioritaire des

transports en commun, pour une réforme fiscale démocratique (l'Italie a dans ce domaine une réglementation particulièrement archaïque et la fraude fiscale y atteint un niveau digne des pays du Tiers-Monde). Au-delà, et la crise devenue évidente depuis 1973 a accentué cette orientation, le problème général de l'emploi et des investissements est devenu central dans l'action syndicale.

Le mouvement des travailleurs entend jouer un rôle décisif dans tous les grands choix sociaux et économiques de la nation. Et tout d'abord au niveau des entreprises les plus importantes. C'est ainsi que les syndicats de l'industrie y luttent pour le contrôle ouvrier des investissements. Ces derniers doivent avant tout viser à créer de nouveaux emplois et développer le Mezzogiorno. Mais aussi à modifier le type de production (7), en poussant au développement de consommations collectives ou utilisant de faibles quantités d'énergie. La lutte pour le contrôle des investissements si elle est la plus spectaculaire, et la plus honnie du patronat, ne fait que s'ajouter aux autres revendications d'information et de négociation des conseils d'usine sur :

- les effets des changements de technologie et d'organisation sur l'emploi et les conditions de travail;
- la décentralisation de la production (sous-traitance);
- la réduction temporaire du travail;
- la mobilité interne de l'entreprise;
- les heures supplémentaires (négociées chaque semaine dans la métallurgie);
- le milieu de travail et les nuisances;
- les possibilités d'élever les qualifications des travailleurs.

La prise en charge par le syndicat des problèmes économiques de la nation, présentée par les éléments d'avant-garde de la classe ouvrière comme une des



conditions de l'affirmation de l'hégémonie prolétarienne, l'a conduit à rechercher des solutions aux problèmes urgents de l'inflation et de la balance des paiements. Ce souci est actuellement partagé par l'ensemble du mouvement syndical; chaque responsable a tenu à rappeler que la classe ouvrière devait rechercher la négociation avec le patronat et l'appareil d'état pour élaborer une série de mesures d'austérité. L'un des premiers effets pratiques de cette orientation a été la signature avec la Confindustria en janvier dernier d'un accord sur le coût du travail prévoyant entre autres une diminution de certaines indemnités d'ancienneté, une modification de l'échelle mobile pour certaines catégories jusque là particulièrement favorisées (banque, assurance), une réduction des jours fériés et un contrôle accru de l'absentéisme. En outre la décision du gouvernement Andreotti de bloquer l'application de l'échelle mobile aux salaires supérieurs à huit millions de liras (par an) répondait à une demande d'origine syndicale.

En réalité une certaine forme d'austérité est présentée par les cadres syndicaux comme une occasion pour modifier les structures de l'économie italienne, passer par un système dont la gestion serait à la fois plus rigoureuse, plus égalitaire et plus collective; elle introduirait en quelque sorte des éléments de socialisme. Cette analyse recoupe très largement celle du PCI telle qu'elle apparaît à travers les discours de E. Berlinguer depuis plusieurs mois.

Un élément nouveau est apparu récemment qui constitue un tournant

dans le processus de négociation entre l'État, le patronat et les syndicats. Ce sont les mesures qu'ont imposé aux dirigeants italiens en mars dernier le Fond monétaire international en contrepartie d'un prêt de 530 millions de dollars. Celles-ci prévoient en effet une forme de blocage de l'échelle mobile des salaires (quels qu'ils soient), la suppression de la liberté de négociation au niveau de l'entreprise, une réduction drastique du crédit, une forte réduction des dépenses publiques et un abaissement tel du taux de l'inflation qu'il devrait se situer en dessous de 10 % l'an prochain. Le gouvernement Andreotti présente ces mesures comme seules susceptibles de sauver l'Italie de la banqueroute. Pour le mouvement syndical il s'agit là d'une véritable provocation; elle entraîna d'ailleurs aussitôt des réactions très vives à la base comme à la direction de la Fédération. Celle-ci entendit rappeler que l'austérité ne signifiait pas pour elle une attaque en règle contre les droits acquis des travailleurs et un recul important de leur niveau de vie. Il est actuellement trop tôt pour dire si les réactions du mouvement ouvrier réussiront à faire reculer une politique aussi ouvertement anti-populaire.

En tout état de cause cette situation semble avoir fortement contribué à unir les différentes tendances du mouvement syndical et à les rendre offensives sous la pression tenace des conseils d'usine.

**Jean-Claude Mouret**

Assistant de Recherche à la Fondation Nationale des Sciences Politiques, Paris.  
Paris, mars 1977.



## Conclusions de l'assemblée nationale des délégués de la FIAT de janvier 1977 (extraits)

\*\*\*\*\*

L'assemblée accepte le fond de reconversion industrielle approuvé au Sénat si celui-ci assure un flux d'investissements dans le Midi pour l'agriculture, les travaux publics et les établissements industriels, qu'il s'agisse d'entreprises privées ou à participation d'état, et donne des perspectives concrètes à l'emploi des jeunes.

– l'assemblée souhaite que la Fédération débattre avec les groupes parlementaires et les Régions de la mise en place d'instruments de contrôle sur les initiatives financières des multinationales et de l'organisation de la demande publique dans le domaine des transports (autobus et chemin de fer);

– la lutte contre l'inflation devra être menée à travers :

\* un rationnement de l'énergie et de la viande (1);

\* l'introduction d'une légalisation équitable sur les loyers;

\* une réduction du déficit de l'État et des organismes publics locaux à travers une lutte massive contre la fraude et l'évasion fiscale;

\* l'élimination des gaspillages dans l'administration et les systèmes d'assistance;

\* une politique de contrôle des principaux prix alimentaires et industriels empêchant l'extension de l'indexation des prix telle que la FIAT la pratique régulièrement.

– la stratégie salariale du mouvement syndical s'appuie sur la défense intransigeante de l'échelle mobile;

– enfin l'assemblée décide l'association permanente à sa vie interne de représentant de filiales du groupe FIAT présentes à l'étranger particulièrement là où la lutte du syndicat rencontre le plus de difficultés en raison des régimes répressifs et fascistes existant dans ces pays (Argentine, Brésil, Espagne).

(1) La viande doit être aujourd'hui en majeure partie importée, et constitue donc une menace sérieuse pour la balance des paiements.



### Quelques données essentielles

\*\*\*\*

- La CGIL confédération à direction communiste et socialiste – organisée en tendances – elle a aujourd'hui près de 4 000 000 adhérents. Statut d'associé à la FSM. Secrétaire général Luciano Lama.
- La CISL confédération catholique – la majorité de ses dirigeants sont démocrate-chrétiens – même si elle ne connaît pas de tendance en son sein. Elle dispose d'environ 2 500 000 adhérents. Membre de la CISL (internationale). Secrétaire général Luigi Macario.
- L'UIL regroupe des travailleurs socialistes (majoritaires depuis quelques mois), sociaux-démocrates et républicains. Dispose d'1 100 000 membres. Adhère à la CISL (internationale). Secrétaire général Giorgio Benvenuto.

#### Composition du secrétariat de la Fédération CGIL-CISL-UIL.

CGIL : 5 membres (3 PCI, 2PSI).

CISL : 5 membres (tous DC ou sympathisants).

UIL : 5 membres (2 PSI, 2 républicains, 1 social-démocrate).

On le voit, cette composition tend à sur-représenter les éléments les moins favorables à la constitution d'un syndicat uni organiquement.

La Fédération CGIL-CISL-UIL, est membre de la Confédération Européenne des Syndicats (CES).

\*\*

\*



## trente ans d'erreurs

### NOTES

1- Il faut rappeler que, chose exceptionnelle en Europe occidentale, tout au long de la guerre froide, l'alliance du PCI et du PSI fut soigneusement maintenue.

2- En fait si de nombreux travailleurs non syndiqués furent élus par leurs camarades en 1969, ils ne tardèrent pas, dans la plupart des cas, à adhérer à une organisation confédérale et on peut considérer qu'aujourd'hui la presque totalité des délégués a une carte syndicale.

3- Il s'agit du texte fondant la CGIL alors unitaire et regroupant selon des procédures de représentation strictement partisans les travailleurs communistes, socialistes et démocrates-chrétiens. L'organisation unique ainsi créée avait le défaut de n'apparaître que comme une projection des partis dont l'alliance était strictement conditionnée par la stratégie anti-fasciste de la Libération.

4- Cf. Interview de Irving Brown parue dans « *Intersocial* », février 1975 : « Nous ne pouvons rien faire contre la politique d'unité avec la CGIL. Mais s'il se manifeste une force syndicale italienne qui veut faire une scission pour créer un mouvement démocratique, et qui représente quelque chose, nous sommes prêts à reconnaître cette force comme nous l'avons fait en 1948 quand la CISL a quitté la CGIL. »

5- Dans ces fédérations les travailleurs peuvent se syndiquer soit à l'organisation traditionnelle (CGIL par exemple) soit à la nouvelle structure unitaire. On constate à cet égard que le 2ème type d'adhésion tend à l'emporter sur le premier actuellement. La FLM est la fédération unitaire de la métallurgie, la FULC celle de la chimie.

6- Il faudrait ajouter l'écho considérable qu'a rencontré au sein de la CISL le mouvement de militants et d'intellectuels catholiques qui se proposaient en 1974-1975, au lendemain du référendum sur le divorce, de rénover profondément la Démocratie-chrétienne dans un sens progressiste. Ils virent dans l'élection de B. Zaccagnini au secrétariat de ce parti un signe de cette rénovation. Mais la suite de cette élection ne sembla guère apporter d'éléments confirmant un véritable tournant à gauche de la DC.

7- Un débat très passionnant s'est développé depuis 3 ou 4 ans au sein de la gauche italienne et particulièrement du PCI pour savoir si la réorientation de la production devait être assurée avant tout par la modification de la demande et la réorganisation du marché ou bien par le contrôle des travailleurs sur l'offre ; c'est là la thèse des fédérations d'industrie.

### PRIVILEGES ET INJUSTICES

Certes la crise économique n'est pas le « privilège » de l'Italie. Mais

L'Italie comprend soudain qu'elle s'est beaucoup trop spécialisée : son industrie dépend à 90% des importations de matières premières — devenues très chères et qu'elle ne possède pas, comme le pétrole et l'acier. Le secteur



## NOTES

- 1- Il faut rappeler que, chose exceptionnelle en Europe occidentale, tout au long de la guerre froide, l'alliance du PCI et du PSI fut soigneusement maintenue.
- 2- En fait, si de nombreux travailleurs non syndiqués furent élus par leurs camarades en 1969, ils ne furent pas, dans la plupart des cas, à l'initiative d'une organisation contestataire, celle peut-être du mouvement des étudiants, mais de groupes sociaux ou professionnels.
- 3- Il s'agit du texte fondant la CGIL, alors intitulé et regroupant selon des principes de représentation démocratique les travailleurs communistes, socialistes et démocrates. Cette organisation fut créée dans le cadre de la détermination que faisait tout mouvement ouvrier de la libération de l'Italie, qui s'opposait à la détermination de la CGIL.
- 4- Cf. l'interview de Living Brown paru dans "Anarchy" à l'été 1977. Nous ne pouvons non plus citer la position de l'unité avec la CGIL. Mais c'est se méprendre que croire syndicaliste l'attitude qui fut celle des militants pour avoir un mouvement démocratique qui représentait pendant ces années sombres les travailleurs. Cette position était celle de la CGIL, qui en 1947 fonda la "Cattedrale del Lavoro".
- 5- Dans ces fédérations les travailleurs peuvent se syndiquer soit à l'organisation traditionnelle (CGIL, par exemple) soit à une nouvelle structure unitaire. On connaît à cet égard que le Congrès de l'adhésion tend à l'adhésion sur le premier adhésif. La FULC est la fédération de la métallurgie, la FULC celle de la chimie.
- 6- Il faut ajouter qu'il est évident que l'adhésion de la CGIL de mouvement de militants et d'intellectuels catholiques, qui se poursuivit au cours de la dernière décennie de l'adhésion au divorce, de rénové profondément la Démocrétienne dans un sens qui est le même dans l'adhésion au divorce. L'adhésion au divorce est le fait d'un syndicat rénové. Mais la suite de cette adhésion se traduit par l'apparition de nouvelles forces qui ne restent formant à gauche de la DC.
- 7- L'adhésion des passionnés est développée depuis 1 ou 2 ans au sein de la gauche démocratique et particulièrement du PCI pour savoir si la formation de la production de la gauche est une chose qui est la modification de la demande et la formation de la gauche ou bien par le contrôle des travailleurs sur l'offre; c'est la tâche des fédérations d'adhésion.



## trente ans d'erreurs

Le « Miracle » a pris des allures de « mirage » : 21 pour cent d'inflation en 1976, soit deux fois plus qu'en 1975. Record européen. Un million trois cent mille chômeurs officiels (7 pour cent de la population active), et beaucoup plus en réalité puisqu'un million de jeunes, dont la moitié possède un diplôme, est à la recherche d'un premier emploi. Un déficit de la balance commerciale de 5 423 milliards pour l'année écoulée, déficit qui montre que l'Italie achète beaucoup trop de denrées à l'étranger, comme la viande par exemple, qu'elle pourrait produire elle-même. Des villes accablées de dettes (3 000 milliards de lires de déficit pour Rome). Tout comme les régions, les hôpitaux et l'État. Si l'on considère que les perspectives 1977 ne sont guère plus encourageantes (« Il y aura deux millions de chômeurs à la fin de l'année », prédit le Ministre de l'Industrie, M. Carlo Donat-Cattin) peut-on affirmer que l'Italie mérite le nom de « parent pauvre » de la C.E.E. ?

### PRIVILEGES ET INJUSTICES

Certes la crise économique n'est pas le « privilège » de l'Italie. Mais

l'Italie est particulièrement touchée, pour des raisons historiques déjà (il n'y a pas la rigueur administrative de la France, beaucoup plus « vieille » ; il y a eu les destructions de la dernière guerre), mais aussi en raison d'une série d'erreurs accumulées, de privilèges entretenus et d'injustices tolérées.

Les Italiens connaissent parfaitement le sens de l'expression « malgoverno ». Le Miracle économique des années 60, qui a eu le mérite de placer la péninsule parmi les 10 premiers pays industrialisés dans le monde, s'est construit dans le cadre du « malgoverno ».

En période de prospérité les abus, les mauvais choix, l'absence de directives n'apparaissent pas : la machine tourne, tant bien que mal. Qu'importent les petits grincements, les « laissés pour compte » ? Mais avec la crise toutes les aberrations refont surface. Le pays est alors particulièrement vulnérable. Tout devient intolérable.

L'Italie comprend soudain qu'elle s'est beaucoup trop spécialisée : son industrie dépend à 90% des importations de matières premières — devenues très chères et qu'elle ne possède pas, comme le pétrole et l'acier. Le secteur



de l'automobile qui avait « tiré » l'économie, a tendance à l'entraîner dans sa chute : les voitures se vendent mal. Elles consomment de l'essence (en 1976 les importations de pétrole ont coûté 9 000 milliards de liras à l'Italie. Elles paralysent les villes.

L'État lui-même est en accusation : il a favorisé cette politique de l'automobile, particulièrement par la construction d'autoroutes, en laissant toute liberté aux industriels. Quatorze millions de voitures ont été fabriquées en Italie depuis 1948. Et elles ont toutes été construites dans le Nord, avec une main d'œuvre « importée » du « mezzogiorno », plutôt que d'industrialiser ce pauvre Sud (où d'y développer l'agriculture, l'élevage, le tourisme)... comme si le Christ n'avait toujours pas dépassé Ebboli.

L'automobile, qui a fait un temps la richesse du pays, est le symbole de ce manque de prévisions dans le domaine économique. Elle montre comment le « miracle » s'est réalisé sur des inégalités — y compris géographiques —, sans tenir compte des intérêts de la population, et avec une politique de bas salaires.

### L'ÉTAT, PREMIER FACTEUR D'INFLATION

Parmi les grandes causes du déficit italien, on peut relever le mauvais fonctionnement de la machine de l'État, qui engloutit des milliards, tout en étant paralysée et paralysante.

On situe aux environs de 13 milliards de liras le déficit actuel de l'État, ce qui contribue au mécanisme inflationniste, puisque pour tenter de « combler le trou » budgétaire, il

faut recourir à l'impôt direct ou indirect. L'inefficacité de l'appareil administratif rend difficile une saine gestion du pays, des organismes nationalisés ou semi-nationalisés. Il s'avère difficile même de faire appliquer les réformes y compris dans le domaine économique.

L'État a du mal à ventiler les subventions, à contrôler la destination des fonds publics (où sont passés l'argent du Belice ou les milliards collectés dans le monde pour « sauver Venise »?). L'État semble impuissant devant les évasions fiscales qui contribuent largement au déséquilibre financier. Impuissant encore devant la fuite des capitaux dont il est impossible de calculer l'ampleur.

On ressent ce malaise dans le domaine de la santé, où la fameuse réforme ne pourra pas entrer effectivement en vigueur avant plusieurs années. En attendant, chaque jour de retard dans sa mise en œuvre coûte à l'État entre 8 et 10 milliards de liras, a reconnu le Ministre de la Santé. Et le déficit total de la Santé serait de l'ordre de 885 milliards de liras, soit presque le double du prêt italien de 1977 auprès du Fond Monétaire International (FMI).

### LE TEMPS DE L'AUSTÉRITÉ

L'Italie a pris conscience de la gravité de la crise, que personne ne nie aujourd'hui : ni les syndicats ouvriers, ni le patronat, ni le gouvernement. Parmi les atouts dont bénéficie le pays, par rapport à ses partenaires européens, on peut même citer cette prise de conscience, qui a fait dépasser les querelles de clochers : on ne cherche pas à rejeter les responsabilités (qui



existent) sur l'autre, mais plutôt à travailler ensemble. L'attitude du parti communiste est, à cet égard, exemplaire.

\* \*

Depuis l'automne M. Giulio Andreotti, Président du Conseil démocrate-chrétien, a adopté plusieurs séries de mesures d'austérité, parfois après consultation des partis politiques et des syndicats. Il a agi dans plusieurs directions :

— augmentation de certains prix, comme celui de l'essence (devenue la plus chère d'Europe), des transports publics, de l'électricité, du gaz, du chauffage, du téléphone, etc...

— suppression de certains privilèges « anormaux », tels le système de certaines « échelles mobiles » comme dans la chimie ou le secteur bancaire, ou suppression des voyages gratuits sur les chemins de fer pour les fonctionnaires. Tout une série d'avantages en nature que l'employeur avait tendance à additionner au salaire, mais qui échappaient au fisc.

— prise en charge (ou « fiscalisation ») par l'État d'une partie des charges sociales patronales, pour réduire le « coût du travail » italien et rendre plus compétitive l'industrie italienne. (Les syndicats ont refusé que l'on touche à l'échelle mobile de l'industrie.)

— restriction du crédit, mesures de protection sur la lire (taxe sur les achats de devises étrangères), mesures de dissuasion sur les importations (dépôt obligatoire de 50 pour cent de la valeur du produit importé).

— réduction des jours de fête fériés et chômés, pour augmenter la productivité.

### PAS DE VÉRITABLE PLAN

Ces mesures apparaissent cependant

« éparpillées », voire improvisées : il n'y a pas de véritable plan économique, pas de propositions gouvernementales pour sortir l'Italie de la crise; et c'est bien ce qui inquiète les syndicats ouvriers, qui réclament depuis des années rigueur et programmation.

Car la crise n'est pas uniquement conjoncturelle, elle est structurelle en Italie : c'est le Sud qu'il faut tirer de son sous-développement, c'est l'industrie qu'il faut reconvertir, diversifier, adapter aux nouvelles données. Ce sont aussi les habitudes qu'il faut changer : cesser de gouverner en s'appuyant sur le clientélisme, notamment.

Or, actuellement, on ne s'est pas encore attaqué aux racines du mal. Sinon, toujours, au niveau de l'initiative privée : Fiat tente de diversifier sa production en réduisant son secteur « automobile », ou en développant sa politique d'exportation.

Mais aucune réforme de l'État n'a été entreprise : 20 mille « instituts » inutiles subsistent. Les puissants groupes industriels nationalisés sont toujours ces champs d'affrontement privilégiés entre clans politiques, au détriment de la saine gestion. Il suffit d'évoquer le cas de l'Egam (office de gestion des entreprises minières, d'État) pour entrevoir l'ampleur du problème : l'Egam accuse un déficit de 875 milliards de lire. Ses 34 000 salariés sont menacés de chômage. Le gouvernement vote en hâte une aide de 90 milliards de lire... Mais on n'a pas prévu de réforme de l'office, tandis que son ancien Président, M. Mario Enaudi, licencié pour incapacité dans la gestion, réclame une « liquidation » (indemnité de départ) de plus d'un milliard de lire. En pleine austérité, dit-on.



Pour le « Mezzogiorno », il n'y a toujours pas de plan d'industrialisation ou de mise en valeur. En 25 ans la « Caisse pour le midi » a dépensé 22 milliards de liras, sans résoudre aucun problème fondamental du Sud, sans créer les emplois nécessaires. Certains milliards, par jeux d'écritures, ont même pu être utilisés dans le Nord. Ou comme instruments électoraux, comme le rappellent certains « crochets » de l'autoroute du soleil, du côté de Cosenza.

Rien non plus n'est prévu pour ces milliers de jeunes qui arrivent chaque année sur le marché de l'emploi. Pas même un bureau d'information officiel.

Plus grave : certaines mesures gouvernementales revêtent un caractère inflationniste. Quand le gouvernement entend réduire le coût du travail en assumant une partie des charges sociales de l'industrie, il récupère dans le même temps les 1 300 milliards que coûte l'opération, en augmentant la TVA (taxe sur la valeur ajoutée) sur certains produits. D'où source d'inflation. Mais il est difficile d'échapper à ce cercle vicieux.

Autre danger : la restriction du crédit. Certes la volonté de retirer de la consommation 5 000 milliards de liras — fruit des mesures d'austérité — est louable en cette période. Mais la restriction du crédit sans nuance décourage les investissements, notamment chez les petits industriels dont le rôle est capital en Italie. C'est donc un frein à la reprise économique, et à la création d'emplois.

On l'a vu en 1975, lorsque la production industrielle italienne a chuté de 12 pour cent, après des années

de prospérité où l'Italie s'était placée à la tête de l'expansion (Japon mis à part). En 1973, la production italienne avait grimpé de 17,3 pour cent. Et depuis treize ans, la croissance moyenne était de 6,3 pour cent par an.

## SIGNES DE REPRISE

Depuis la fin de 76, l'Italie amorce cependant une reprise. En novembre dernier la production industrielle a monté de 3,8 pour cent par rapport à octobre et de 13,5 pour cent par rapport à novembre 75. Sur toute l'année 76, la reprise a été de 11,2 pour cent par rapport à 1975.

Mais on n'a pas encore retrouvé, loin de là, le niveau « d'avant la crise ». Pour certains, d'ailleurs, les jours les plus difficiles ne sont pas encore arrivés. Quant à l'objectif gouvernemental, il est celui de la « croissance zéro » pour 1977 : on est loin du capitalisme triomphant. Et l'on est pas certain d'atteindre ce but. Tout comme M. Andreotti n'est pas certain de contrôler le taux d'inflation 77 aux alentours de plus 16 pour cent, comme il le voudrait.

Parmi les signes positifs on peut encore noter la réduction sensible des importations ces derniers temps (l'Italie consomme moins d'essence). Le déficit commercial 1977 devrait être inférieur à ceux de 75 et de 76. La lire, malmenée l'an dernier (on a craint que les élections anticipées ne fassent franchir le mur psychologique des 1 000 liras pour un dollar), résiste mieux à présent. Et ce, malgré le relâchement du dispositif de protection. Le change se situe aux alentours de 880 liras pour un dollar, à présent.



Enfin le climat social, malgré les difficultés, est plutôt bon : syndicats et patronat ont pu signer un important accord sur la réduction du coût du travail. Mais avec un risque : il y a plus que jamais deux Italie, celle qui travaille et celle qui est au chômage. Économiquement et socialement, une telle situation n'est pas saine. D'autant plus que l'Italie compte déjà le taux européen le plus faible pour la population active (35 pour cent), si l'on s'en tient aux chiffres officiellement déclarés.

Ce fait fait dire à M. Luciano Lama, secrétaire général de la CGIL (qui regroupe des communistes, des socialistes et des militants d'extrême-gauche) : « *Les revendications pour l'emploi et les investissements sont plus importantes que celles pour les salaires* ».

### AUGMENTER LA PRODUCTIVITÉ

La solution à court terme, pour l'Italie, reste l'augmentation de la productivité, ce qui abaisse le prix de revient des produits fabriqués et permet de vendre davantage à l'étranger. La réduction des jours fériés y contribue également, tout comme l'aménagement des jours de travail prévu par l'accord patronat-syndicat et la lutte contre l'absen-

téisme, mal national dû à un manque de contrôle des absences mais aussi à un manque de préparation des travailleurs face au phénomène récent de l'industrialisation ou aux mauvaises conditions de travail. Le patronat aurait voulu obtenir une révision de l'échelle mobile. Mais pour les syndicats, il s'agit d'un « avantage acquis » à tout jamais, un seuil de concession à ne pas dépasser.

Le remède miracle n'existe donc pas. Pour remettre l'Italie sur pied, pour corriger les erreurs, pour changer les habitudes parasitaires, il faudra des années : dix, quinze peut-être. Avec un certain nombre d'incertitudes : quelles seront les capacités de consommation de nos sociétés de demain ? Quel sera leur rythme de croissance ? Tant il est vrai que la crise actuelle pose bien un problème de société. Elle est peut-être un signal d'alarme, ou une occasion à exploiter pour changer les choses. Ne pas tirer les enseignements de cette grande crise économique serait sans doute suicidaire.

Une chose est sûre, en attendant : on ne peut plus accuser les Italiens de « vivre au dessus de leurs moyens » pour excuser les ratés du système économique.

Rome, mars 1977  
Patrick Menez



## **l'Italie et la communauté économique européenne**

C'était il y a vingt ans exactement. Les traités instituant la Communauté Économique Européenne et l'Euratom sont signés au Capitole, à Rome, le 25 mars 1957. Les signataires y croient fermement. A l'argument traditionnel « intégration européenne anti-communiste » (on est en pleine guerre froide) s'ajoute la nécessité pour l'Europe de réaliser sa propre expansion économique face aux deux grandes puissances, les États-Unis et l'Union Soviétique. Toutefois, aux yeux des partis de gauche, l'europanisme n'est qu'un sous-produit de l'atlantisme et donc de l'anti-communisme. Alors que les communistes italiens sont clairement opposés à l'intégration européenne, les socialistes, eux, se contentent d'être sceptiques et de considérer les traités trop conservateurs.

L'instauration d'un marché commun est rapidement suivie, en Italie, d'un grand boom économique. Entre 1959 et 1963 le taux de développement industriel est double par rapport à la période précédente. Les économistes expliquent « le miracle économique italien » par l'existence d'une véritable « armée industrielle de réserve », d'une main d'œuvre bon marché qui afflue du Sud du pays vers le

Nord. Une accumulation massive du profit permet des investissements considérables qui favorisent un développement industriel rapide.

L'influence favorable du marché commun n'est pas mis en doute bien que l'abolition des barrières tarifaires et des autres obstacles aux échanges est loin d'être réalisée.

C'est donc dans un esprit optimiste que commencent les négociations pour l'instauration d'une politique agricole commune. Peu importe que celle-ci soit peu favorable à la situation italienne et qu'elle favorise les cultures du Nord (puisque ni le vin ni l'huile ne figurent parmi les produits protégés). Sacrifier un secteur au nom de l'intérêt supérieur de l'intégration européenne ne semble pas, dans cette période d'abondance, un sacrifice trop lourd.

Tout va donc bien. Sur le plan international, la détente s'amorce. Être européen devient de plus en plus acceptable. Les socialistes, au gouvernement depuis janvier 63, abandonnent leur réserve. Le refus de De Gaulle d'une Europe supranationale élargie à la Grande Bretagne



facilite encore la tâche à tous ceux qui craignaient, auparavant, de se rallier à un mouvement réactionnaire. Les communistes admettent que la participation de l'Italie à la Communauté Européenne n'a pas été aussi désastreuse qu'ils l'avaient prédit. L'attitude des syndicats évolue elle aussi. La CGIL décide même, en janvier 1963, d'ouvrir un bureau à Bruxelles, siège de la Communauté. Bien que le principal bénéficiaire du marché commun soit le capital, il est désormais difficile, face à la croissance économique spectaculaire, de considérer celui-ci comme une menace au bien-être des travailleurs. Fin 1962, Krouchtchev propose un programme de collaboration entre la CEE et le COMECON. C'est aussi l'époque des premières controverses économiques entre la Communauté et les États-Unis avec l'éclatement de la « guerre des poulets » : les européens prennent des mesures contre les importations massives de poulets américains congelés à des prix imbattables. Le marché commun n'apparaît donc plus comme une extension de la puissance économique des États-Unis.

L'Italie du début des années soixante qui pourrait, grâce à sa force économique toute nouvelle, jouer face à ses partenaires européens un rôle beaucoup plus important qu'elle ne pouvait le faire au moment de la signature des traités de Rome, semble se désintéresser de l'intégration européenne. Fanfani s'avère moins efficace dans les affaires communautaires que ne l'avait été De Martino à la Conférence de Messine de 1956 ou de Gasperi au moment des négociations, jamais abouties, de la CED (Communauté Européenne de Défense). Pour les autorités politiques, l'Europe a, en effet, perdu cette importance vitale

qu'elle avait dix ans plus tôt. C'est maintenant aux groupes de pression de se préoccuper du bon fonctionnement du Marché Commun. « La Confindustria », les industries d'État et la Coldiretti (confédération nationale des cultivateurs propriétaires) collaborent entre eux pour tenter d'influencer la politique gouvernementale et les partis. Cet intérêt primordial du monde industriel pour la CEE n'est pas l'apanage de l'Italie mais se retrouve chez les autres partenaires. Cette situation aura évidemment une influence déterminante sur le développement de la Communauté Européenne.

Après les années d'euphorie, les divers problèmes que l'existence d'un marché commun n'a nullement résolus recommencent à poindre. A partir de 1964, les salaires italiens cessent de croître plus rapidement que les autres. Il apparaît bientôt que l'immense fossé entre le développement économique du Nord et du Sud n'a pas disparu. Les secteurs les plus dynamiques du marché du travail demeurent l'administration publique et le commerce. Le « boom » de la construction, particulièrement éclatant entre 1951 et 1961, s'essouffle. La situation du secteur agricole, abandonné par les jeunes qui ont préféré émigrer vers les usines du Nord, est désastreuse. De son côté, la Communauté Européenne, privée de toute volonté politique, s'achemine vers une crise grave. Lorsqu'il est question de renforcer les institutions communautaires les Français se retirent. Pendant six mois ils ne siègent plus au Conseil des ministres des Six, bloquant, ainsi, toute activité. Lorsqu'un compromis sera, enfin, trouvé à Luxembourg, ce sera la fin d'une longue crise mais aussi la fin de l'illusion du supranationalisme : désormais, toute décision



du Conseil des ministres de la Communauté devra être prise à l'unanimité.

Rien d'étonnant, donc, à ce que l'intérêt, déjà affaibli au cours des années précédentes, tombe encore, en Italie, comme ailleurs. Il y a bien encore quelques coups d'éclat comme celui du républicain Ugo la Malfa, fédéraliste inconditionnel, qui propose, face aux réticences de De Gaulle de se passer de la France et d'accueillir les Britanniques dans une nouvelle communauté.

Tandis que les forces politiques au pouvoir ignorent la Communauté et ses objectifs, que la poursuite de politiques protectionnistes ne permet pas à certains membres de la CEE, l'Italie en particulier, d'éviter de s'enliser dans une crise économique de plus en plus profonde, l'allié d'autrefois, les États-Unis, doit lui-même faire face à un déficit de sa balance commerciale. Pour y pallier, il n'hésite pas à accumuler les « euro-dollars », faisant ainsi partager aux européens ses problèmes économiques. Les politiques de ces derniers sont très mal vues. La mise en œuvre de la politique agricole commune et la multiplication de traités commerciaux préférentiels avec les pays en développement sont fortement critiqués par les américains. Enfin, le 15 août 1971, la divergence des intérêts ne fait plus aucun doute : Nixon annonce la suspension de la convertibilité du dollar et de sa parité fixe, en même temps qu'une imposition d'une surtaxe de 19% sur les importations. Quelques mois plus tard, en mars 1972, les européens organisent leur propre système monétaire, le fameux « serpent ».

C'est-à-dire qu'ils s'engagent à ne pas faire fluctuer leurs monnaies au-delà d'une certaine marge restreinte.

Mais, très vite, il faut se rendre à l'évidence que les puissances économiques des partenaires européens sont trop inégales. Les plus faibles, Italie et Grande-Bretagne, puis la France, se voient contraints de quitter le serpent communautaire. La tentative européenne de reconstruire un système monétaire qui permette d'éviter les dévaluations sauvages, de réduire les possibilités de spéculations mais aussi d'encourager une politique économique commune en vue d'une intégration ultérieure plus ambitieuse a donc échoué. L'accord monétaire n'a fait que mettre en lumière un phénomène existant : une Europe à deux vitesses.

Depuis la décision monétaire de mars 1972, la Communauté n'a guère fait de progrès. Plusieurs réunions au sommet n'ont abouti pratiquement à rien. Même la grave crise de l'énergie de l'hiver 1973-1974 n'arrive pas à faire sortir les Neuf de leur inertie.

Mais si la Communauté Européenne ne fonctionne pas, existe-t-il une alternative ?

Certains, à droite, estiment que l'Italie ferait bien de se détacher de ses partenaires européens pour rechercher une relation bilatérale avec les États-Unis, relation privilégiée au point de vue de l'économie et de la défense. Ce serait une façon radicale d'écarter les communistes de toute responsabilité gouvernementale directe ou indirecte.

Une autre solution proposée, moins colonisatrice mais peu réaliste : un socialisme méditerranéen qui regrouperait tous les pays européens du bassin méditerranéen, pays qui face à ceux du Nord, partagent certaines particularités économiques et même



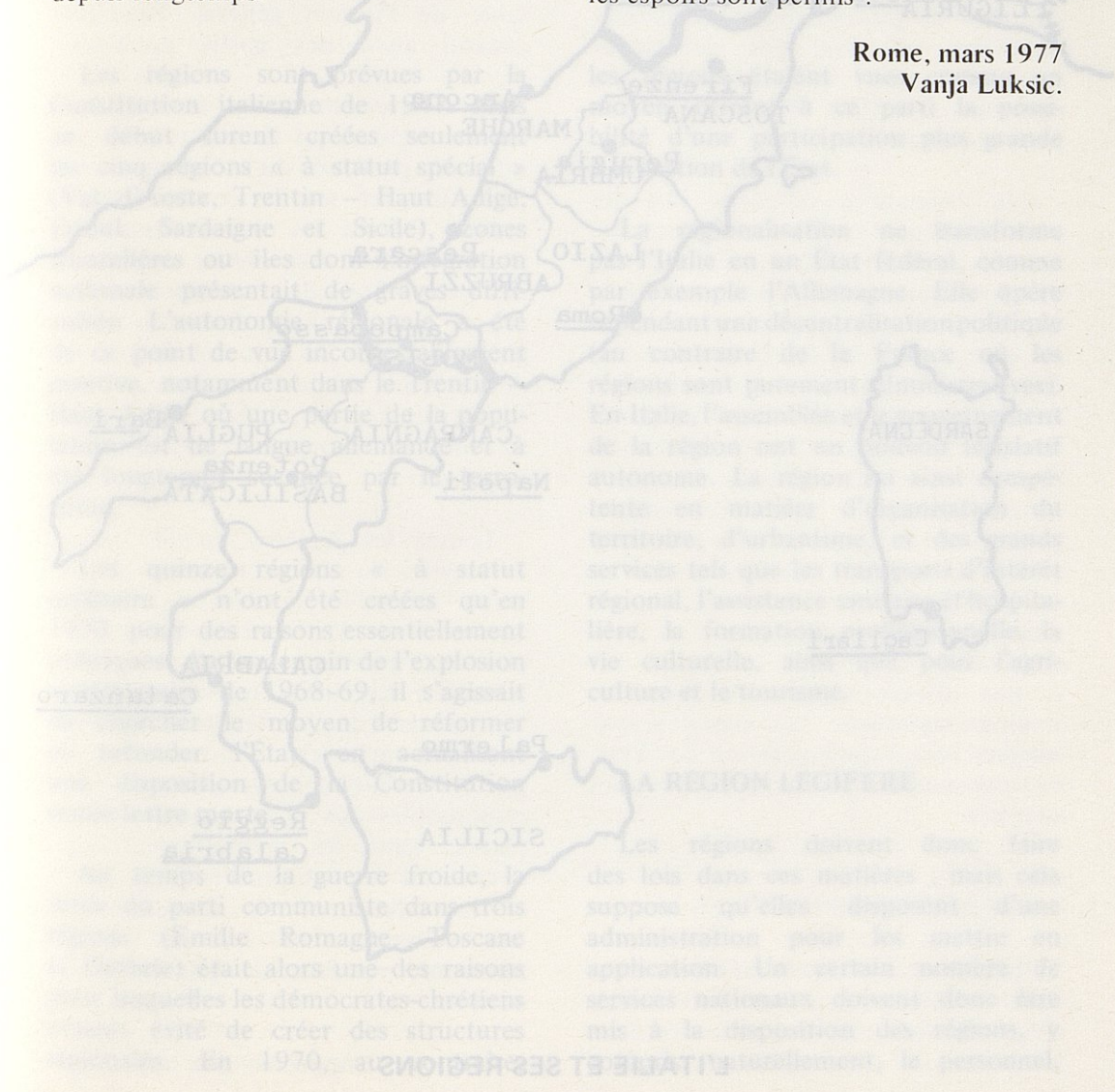
politiques. Mais le Sud a besoin du Nord et on ne ferait qu'institutionnaliser cette Europe à deux vitesses qui existe malheureusement déjà.

Aujourd'hui tous les partis italiens, de la démocratie chrétienne qui s'est toujours déclarée pro-européenne, au parti communiste qui ne l'est devenu qu'au cours d'une longue évolution, sont en faveur d'une intégration européenne. Mais l'enthousiasme est enterré depuis longtemps.

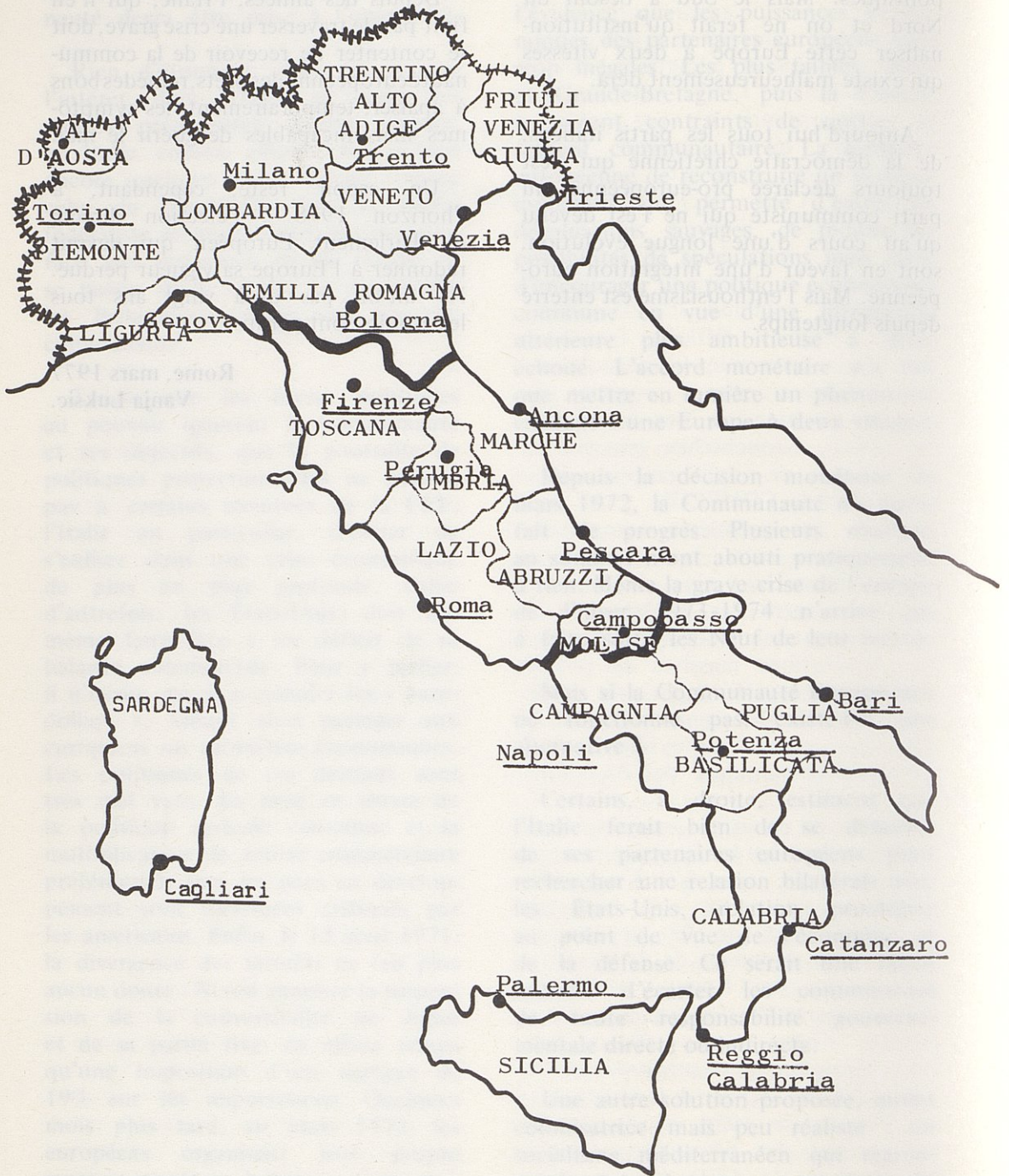
Depuis des années, l'Italie, qui n'en finit pas de traverser une crise grave, doit se contenter de recevoir de la communauté européenne des prêts, remèdes bons à apaiser, temporairement, les symptômes mais incapables de guérir le mal.

Un espoir reste, cependant, à l'horizon 1978 : l'élection directe du Parlement Européen qui devrait redonner à l'Europe sa vigueur perdue. Ne dit-on pas qu'à vingt ans tous les espoirs sont permis ?

Rome, mars 1977  
Vanja Luksic.







L'ITALIE ET SES REGIONS



La réalité régionale.

## les régions au secours de l'état

Les régions sont prévues par la Constitution italienne de 1947. Mais au début furent créées seulement les cinq régions « à statut spécial » (Val d'Aoste, Trentin – Haut Adige, Frioul, Sardaigne et Sicile), zones frontalières ou îles dont l'intégration nationale présentait de graves difficultés. L'autonomie régionale a été de ce point de vue incontestablement positive, notamment dans le Trentin – Haut Adige où une partie de la population est de langue allemande et à été longtemps secouée par le terrorisme.

Les quinze régions « à statut ordinaire » n'ont été créées qu'en 1970, pour des raisons essentiellement politiques. Au lendemain de l'explosion contestataire de 1968-69, il s'agissait de chercher le moyen de réformer et refonder l'État, en actualisant une disposition de la Constitution restée lettre morte.

Au temps de la guerre froide, la force du parti communiste dans trois régions (Emilie Romagne, Toscane et Ombrie) était alors une des raisons pour lesquelles les démocrates-chrétiens avaient évité de créer des structures régionales. En 1970, au contraire,

les régions étaient vues comme un moyen offrant à ce parti la possibilité d'une participation plus grande à la gestion de l'État.

La régionalisation ne transforme pas l'Italie en un État fédéral, comme par exemple l'Allemagne. Elle opère cependant une décentralisation politique (au contraire de la France où les régions sont purement administratives). En Italie, l'assemblée et le gouvernement de la région ont un pouvoir législatif autonome. La région est ainsi compétente en matière d'organisation du territoire, d'urbanisme, et des grands services tels que les transports d'intérêt régional, l'assistance sanitaire et hospitalière, la formation professionnelle, la vie culturelle, ainsi que pour l'agriculture et le tourisme.

### LA RÉGION LÉGIFÈRE

Les régions doivent donc faire des lois dans ces matières ; mais cela suppose qu'elles disposent d'une administration pour les mettre en application. Un certain nombre de services nationaux doivent donc être mis à la disposition des régions, y compris, naturellement, le personnel,



les fonctionnaires attachés à ces services. Une loi de juillet 1975 prévoit que, la période de rôdage étant terminée, il faut procéder à toute une refonte complète de l'administration de l'État en effectuant ce transfert aux régions.

Il s'agit d'une transformation extrêmement profonde de tout l'appareil de l'État. En effet, les administrations centrales italiennes sont terriblement catholiques, et en plus elles sont doublées dans de nombreux secteurs par tout un pullulement d'institutions parallèles, qui sont des institutions publiques mais qui échappent au contrôle de l'État tout en puisant dans ses caisses.

Ces institutions parallèles ont été pour la plupart créées par le fascisme. Le plus souvent, c'était dans des buts de propagande, en particulier dans le domaine de l'assistance sociale et sanitaire. Sous les gouvernements démocrates-chrétiens des trente dernières années, elles sont devenues un chancre de parasitisme et de clientélisme. Très souvent, elles se bornaient à entretenir un personnel inutile pour le service public, mais fort utile pour les intérêts électoraux. La loi de 1975 prévoit que les régions n'intégreront le personnel de ces institutions que dans la mesure où il sera effectivement utile pour les services régionaux. Les autres seront intégrés dans l'administration de l'État, en respectant les positions économiques acquises.

### LES INSTITUTS INUTILES

Supprimer les « enti inutili », créer une administration cohérente et efficace, c'est effectuer une des réformes dont le pays a le plus besoin, et c'est le

délivrer d'un fardeau très lourd. Il est bien clair cependant que toutes les régions n'ont pas la même capacité d'assumer leurs responsabilités. Il y a loin des régions vedettes comme l'Emilie-Romagne ou la Lombardie aux régions du Sud. L'exercice des responsabilités régionales peut être une voie vers l'équilibre entre le Nord et le Sud, mais elle peut aussi bien accentuer le contraste si chacun vit pour soi. Beaucoup dépend ici du gouvernement central, qui est responsable de l'intérêt général. Beaucoup dépend aussi des partis politiques.

Mais inversement, la vie régionale est un facteur qui finit par avoir une influence profonde sur le comportement des partis et sur la conduite de la nation. Devant les réalités régionales, il existe entre majorité et opposition des possibilités de rencontre sur les choses à faire, bien davantage qu'au plan national. De fait des rencontres de ce genre ont eu lieu dans un peu toutes les régions, même dans celles où un parti domine nettement tous les autres.

Toutes les régions, qu'elles soient « rouges » ou non, se trouvent notamment ensemble devant cette tâche énorme de la restructuration des pouvoirs publics, dont la responsabilité est largement rejetée sur elles. Le poids de cette responsabilité commune rapproche les hommes, quelle que soit leur couleur politique. Les responsables des diverses régions sont placés, dans les mêmes conditions, devant les mêmes problèmes concrets et immédiats, et ils se retrouvent très souvent ainsi sur les mêmes positions, en face du gouvernement national.

Cela ne supprime pas les diver-



gences idéologiques ni le débat politique, mais cela crée dès aujourd'hui une base commune qui joue dans le sens d'une cohésion nationale et d'une solidarité devant les besoins urgents d'une société en transformation. On peut voir là une des grandes chances

de l'Italie dans l'étape difficile de son histoire qu'elle est en train de franchir.

Rome, mars 77  
François Bernard

« Pour nous, il n'y a pas de problèmes fondamentaux entre les pays du Nord (Lyon, Genève, Stuttgart...) et ceux du Sud (Bruxelles). C'est le monde qui est à l'étranger. » Giustino, un émigré sicilien de 40 ans, me fut cette confession dans une petite localité de la Sicile méridionale, dans le province de Caltanissetta. Il a passé 20 ans - la moitié de sa vie - dans les grands centres industriels de l'Europe occidentale en France, en Suisse et en Allemagne fédérale. Il a travaillé sur des chantiers dans des mines. Il a été contraint de fuir l'Allemagne à cause de ses opinions politiques. Il a rejoint la France en 1954. Il a eu pas mal de difficultés à s'adapter. Mais il a réussi à trouver une organisation de production dans une usine qui ne perdait dans les années cinquante son destin du jour au lendemain, longtemps par les mains de dirigeants centraux. « Ça m'a permis de convaincre mes collègues de l'importance de surmonter les problèmes collectifs. Car nombre de participants, tous émigrants rentrés (les nouveaux « immigrés »), voulaient voir tout de suite la possibilité d'un profit concret au lieu de se lancer dans des investissements à moyen terme

ou à long terme, en attendant que des services de l'Etat ou de la municipalité soient prêts. Or ça pu démarrer, ça a permis de dire que la Sicile est une terre qui a le droit de se développer à peu près comme les autres. »  
« Ça m'a permis de convaincre un collègue de la région de Palerme, qui est la capitale de la Sicile, à un agent de la région. Ce n'est pourtant pas l'excuse-t-il, et ça m'a permis de poursuivre » tu sais...  
« Ça m'a permis de convaincre le docteur de la région de la honte. »  
« Ça m'a permis de convaincre de la chance de ce travail et ce travail m'a permis de faire l'expérience extraordinaire que je comprend maintenant avec l'air de rien, le résultat.  
« Ça m'a permis de convaincre les collègues personnels de la région de la honte. » aspects caractéristiques du problème qui s'appelle le « mezzogiorno », le sud de l'Italie, et qui donne à ce pays extraordinaire un rôle décisif pour le vieux continent ; il est devenu la scène européenne du « conflit Nord-Sud ».



de l'Inde dans l'étape difficile de son histoire, qu'elle est en train de franchir.

en ces moments où le débat politique n'est pas celui des aurores, mais une base commune qui joue dans le sein d'une confession nationale et d'une solidarité devant les besoins urgents d'une société en transformation. On peut voir dans



C'est pour le moment le plus grand succès de l'Inde, et c'est ce qui lui permet de continuer à avancer.

Le plus grand succès de l'Inde, c'est de continuer à avancer.

### LES INDISTIENS INDISTIENS

Supprimer la... une administration... c'est effacer... le pays...

et immédiats, et ils se trouvent très souvent ainsi sur les positions, en face du... national.

Cela ne supprime pas...



## le vent du sud

« Pour nous, il n'y a pas de différence fondamentale entre Milan, Turin ou Lyon, Genève, Stuttgart, Essen, Bruxelles. C'est le travail, et c'est l'étranger. » Gaetano, un maçon sicilien de 40 ans, me fait cette confession dans une petite localité de la Sicile méridionale, dans la province de Caltanissetta. Il a passé 20 ans – la moitié de sa vie – dans les grands centres industriels de l'Italie du Nord, en France, en Suisse et en Allemagne fédérale. Il a travaillé sur des chantiers, dans des usines. Il a dû quitter l'Allemagne à cause de la crise économique. Il a rejoint sa ville natale où il a eu pas mal de difficultés à se réadapter. Maintenant il prépare l'organisation d'une coopérative de production agricole – tentative pour prendre dans ses propres mains le destin du pays natal, négligé trop longtemps par les autorités de l'État central. « C'était énormément difficile de convaincre les collègues, il a fallu surmonter une méfiance profonde et à la fois faire appel à la patience collective. Car nombre de participants, tous émigrants rentrés (les nouveaux « immigrés »), voulaient voir tout de suite la possibilité d'un profit concret au lieu de se lancer dans des investissements à moyen terme

qui ne sont rien d'autre que des sacrifices. » Mais Gaetano est quand même optimiste. On a pu démarrer. Au moins ça. « Et la Sicile est une terre riche, au fond, il y a l'eau nécessaire, il ne faut que la conserver. »

Un jour plus tard, un collègue du journal « L'Ora » de Palerme, me présente, dans la capitale de la région autonome de Sicile, à un agent de police municipale. « Ce n'est pourtant pas mon métier », s'excuse-t-il, et, le jeune homme poursuit « tu sais, ..., je suis docteur en lettres, et à cause de cette sacrée crise je dois porter cet uniforme (et l'étui de pistolet à la ceinture), quelle honte ! » – « Mais dis donc, tu as eu de la chance de trouver un emploi et ce travail peut te donner une expérience extrêmement utile. » Il ne me comprend pas et regarde, muet avec l'air de quelqu'un qui se trouve insulté.

Ces deux petites rencontres personnelles illustrent quelques aspects caractéristiques du problème qui s'appelle le « mezzogiorno », le sud de l'Italie, et qui donne à ce pays extraordinaire un rôle décisif pour le vieux continent : il est devenu la scène européenne du « conflit Nord-Sud ».



## DES SOUS - OCCUPÉS

La question du « mezzogiorno » est beaucoup plus qu'un simple problème. C'est au fond *la* crise italienne d'hier, d'aujourd'hui et, probablement, celle de demain. Et c'est surtout, jusqu'à présent, la grande défaite de la gauche italienne — et néanmoins la grande chance pour le futur.

Le « mezzogiorno » se compose de huit et demi des 20 régions de l'Italie (Sicile, Sardaigne, Calabre, Basilicate, Pouilles, Campanie, Molise, Abruzzes et la moitié du Lazio). Le « mezzogiorno » réunit un tiers de la population italienne, mais deux tiers de tous les chômeurs et sous-occupés du pays. Environ trois quarts des travailleurs italiens à l'étranger sont des gens du Sud. 60 pour cent des jeunes italiens qui sont à la recherche de leur premier poste de travail (leur vie « active » est forcément le chômage) se concentrent dans les régions méridionales. Le rapport du produit social brut par tête entre la région italienne la plus pauvre (Calabre) et la plus riche (Lombardie) est de un à trois. En Calabre le chiffre de la consommation est plus élevé que celui de la production. Selon des estimations, l'analphabétisme est dans le Sud cinq fois plus élevé que dans le reste du pays, on parle de plus de 10 pour cent de la population.

Depuis le régime piémontais de Cavour jusqu'au régime démo-chrétien de De Gasperi, Fanfani, Rumor, Moro, Andreotti, le « mezzogiorno » est resté dans une situation plus ou moins « coloniale » ou, si l'on veut, « post-coloniale ». Il n'a pas pu se réaliser lui-même. Les structures féodales d'une société agraire de l'époque des Bourbons

(« Règne des deux Siciles ») ont, dans une large mesure, survécu à l'ère bourgeoise de Giolitti, au fascisme de Mussolini et aux trente ans de l'hégémonie Démocratie Chrétienne.

## TOUJOURS ROME

Le Sud de l'Italie n'a pas eu la possibilité de se « réunir » avec le reste de la péninsule, malgré l'euphémisme solennel de « l'unification italienne ». Il a été plutôt « annexé », au profit de la minorité des notables et possédants qui ont su, jusqu'à nos jours, garder leur position privilégiée et conditionner la politique du pouvoir central, à partir de « Rome ».

Jusqu'ici la politique méridionale a eu deux visages : celui de l'exploitation et celui de l'assistance. Dans ce but, on s'est servi de la fameuse « Cassa per il mezzogiorno » (Caisse pour le Sud), qui a rang de ministère avec des compétences plus grandes que celles des autres départements du gouvernement central. Une grande partie des milliards de liras que la « Cassa » a pompé dans le Sud, est rentré dans le Nord, à travers les grandes entreprises industrielles de Milan, Turin, etc..., qui ont profité des « possibilités coloniales » dans les régions méridionales en payant des salaires beaucoup plus bas que dans les autres zones du pays et en étant l'objet d'un contrôle mineur de la part des institutions, des syndicats, des communes. Les sociétés multinationales se sont servies des mêmes avantages, et ont commencé à quitter le Sud quand la crise s'est accentuée et que le mouvement ouvrier et syndical a fait appliquer des méthodes plus démocratiques pour les salariés agricoles et industriels.



Depuis la loi numéro 183, la « Cassa per il mezzogiorno » est en train de se transformer. Au fond, elle aurait dû disparaître complètement et faire place aux instruments correspondants des *régions*. Mais le pouvoir central, « Rome », a bien compris qu'au moment du transfert des compétences, les régions seraient encore très loin d'une telle capacité. Et alors, « Rome », (les démo-chrétiens avec l'aide des communistes et des socialistes) a trouvé la formule d'un compromis qui garantit l'existence de la « Cassa » au moins jusqu'en 1980. Selon la loi 183 elle ne peut se charger que des projets spéciaux, interrégionaux et intersectoriaux ; mais parce que les régions pauvres ne sont pas encore prêtes à s'occuper de leurs nouvelles compétences, la « Cassa » conserve sa position dominante et ouverte aux caprices du clientélisme, dans lequel la Démocratie Chrétienne a une expérience de plus de 30 ans. Dans le nouveau conseil d'administration (avant la réforme il y avait seulement 6 personnes) se trouvent 9 représentants des régions (8 démo-chrétiens et un communiste, celui du Lazio, la seule région méridionale qui a un gouvernement de gauche) et 9 membres nommés par le gouvernement central (3 démo-chrétiens, 2 socialistes, 1 communiste, 1 républicain, 1 social-démocrate, 1 libéral).

Lors des récentes élections, la gauche a fait des progrès, notamment à Naples où les communistes ont gagné 40 pour cent des suffrages et où le maire communiste, Valenzi, mène une lutte infatigable contre les intrigues de la DC de Gava, ancien « boss » de la ville. A Palerme, en revanche, les forces traditionnelles ont pu tenir le coup, mais le fait qu'un personnage comme l'écrivain Leonardo Sciascia soit entré dans

le conseil municipal — et en soit sorti, après un an et demi de profondes déceptions — a marqué également un certain changement.

L'exemple de la rébellion de Reggio-Calabria (1970 / 71) n'est pas oublié. Ce fut un véritable piège pour les forces de gauche : une révolte des classes opprimées du sous-prolétariat a fini dans les mains des fascistes à cause de l'absence d'une politique attentive des partis de gauche.

### TEMPS HÉROÏQUES

Le « mezzogiorno » est toujours l'annexe de l'Italie soit-disant « sérieuse ». Mais c'est le vent du Sud qui souffle contre cette insulte, contre le « diktat du Nord ». Et finalement, le « mezzogiorno » ne figure pas seulement comme thème d'alibi dans d'innombrables congrès et séminaires, mais il est au centre de l'activité des forces politiques et ouvrières qui font la lutte contre la crise du pays : la grève générale du 18 mars 1977 en est un exemple remarquable et digne d'espoir. Si dans le « mezzogiorno » ne se créent pas une nouvelle politique et une stratégie méridionale authentique qui ne se plient pas aux exigences de « Rome » (et des messieurs qui y résident) mais aux besoins et aux ressources du Sud, le danger d'explosions tragiques en faveur de la réaction, de la mafia et du fascisme se multipliera de jour en jour. Et pourtant c'est de la crise actuelle que pourrait déboucher une solution de la question méridionale parce que le destin du Nord est plus que jamais lié à celui du Sud. La condition fondamentale pour un tournant en ce sens devra pourtant consister en un changement radical de la politique agricole de l'Italie



(cela s'adresse non seulement à Rome, mais aussi à la CEE). Ce ne sont pas les « cathédrales dans le désert » comme le cinquième centre sidérurgique de Gioia Tauro en Calabre (sous l'ombre de la mafia) qui résoudront le problème du Sud. Le « mezzogiorno » peut et doit devenir le jardin de l'Europe. Et pas dans un sens sentimental ou ironique. Mais réel. Et alors il n'aura plus besoin de faire émigrer ses fils. Mais le reboisement de ses collines

et montagnes (exploitées depuis les temps héroïques de la « Magna Grecia » et des temps encore plus héroïques des anciens Romains) prend du temps. L'essentiel est que le processus commence sérieusement. Pour cela, un changement profond des structures sociales est inévitable. L'Italie se régénérera en partant du Sud.

Rome, mars 1977

Paul L. Walser



Une société en mouvement.



Photo Marcelli – Sygma

Rome le 24 février 77

Manifestation des femmes pour réclamer la libération de l'avortement en Italie.



## la révolution sociale, ou la mort de la « mamma »

L'Italie est sans doute le pays qui s'est transformé le plus rapidement, et le plus radicalement en Europe. En trente ans, on peut dire qu'elle est passée, du stade d'une nation en voie de développement, dans le peloton des 10 premiers pays industrialisés du monde.

Une telle évolution ne peut pas se réaliser sans traumatisme. Surtout, elle entraîne une révolution des mœurs, des mentalités. Elle s'accompagne d'une lutte pour l'émancipation du peuple, qui, passant d'une société agricole à une société industrielle, trouve des structures de défense, comme les syndicats ouvriers.

Comment l'Italie a-t-elle vécu ce passage sans transition de la terre à l'industrie ? Où en est l'Italie ? Les mentalités ont-elles réellement suivi le progrès technique ou l'ont-elles précédé ? L'Italien est-il majeur ?

D'abord une impression : l'Italie a conservé des images d'antan, parfois même cette atmosphère de l'après-guerre, « quand on savait vivre » : c'est la famille qui s'en va, le dimanche, au grand complet, à la campagne où l'on grille le cochon. Le marchand de marrons chauds. Une place aux

façades décolorées. Un joueur de mandoline. C'est Naples qui chante toujours, Rome qui se prélassé, Palerme qui grouille, Milan qui spécule, Turin qui travaille, Venise qui rêve.

Ce peut être aussi le curé, soutane emportée par le vent, qui traverse la place du village, escorté par ses enfants de chœur tout de blanc vêtus.

Autant d'impressions — de clichés ? — qui font aimer l'Italie à l'étranger car dans son pays, on a tué le passé. Mais des impressions trompeuses : l'Italie, au-delà de ces images qui prouvent que les Italiens n'ont pas tout renié, a changé.

Ce changement en profondeur est le fruit de l'industrialisation d'abord. Mais aussi celui de ce phénomène humain souvent pénible : l'émigration. Ces millions d'hommes, qui pour vivre ont du quitter leur terre, le plus souvent le « mezzogiorno », ont subitement été confrontés avec d'autres situations, d'autres expériences. Ils ont vu, avec évidence, l'exploitation de la main d'œuvre. Ils ont ressenti mille frustrations. Mille injustices. D'où une prise de conscience du rapport « exploité — exploitant », et une



volonté d'affirmer sa dignité d'homme et ses droits. L'émigration a été aussi, pour beaucoup, la découverte d'un autre type de société, d'un autre type de rapports entre les classes sociales, d'une autre interprétation de la vie parfois — y compris au niveau moral —. L'émigré italien, débarquant en France il y a dix ans, découvre par exemple que le divorce n'y est pas un péché.

### PRENDRE SON SORT EN MAIN

Les Italiens ont enfin pris leur sort en main. On les a vus entrer en masse dans les syndicats et en faire un instrument avancé de conquête sociale, instrument qui a beaucoup à enseigner aux autres centrales ouvrières européennes.

On les voit se passionner pour la politique, puis créer d'infinis centres de contestation, de prises de pouvoir, de discussion : jusque dans les quartiers et les écoles. L'évolution d'un pays, les conquêtes sociales, c'est aussi cela : vouloir participer à la vie du pays, à tous les niveaux. Peut-être parce que 25 ans de fascisme ont démontré par contre coup la valeur de la liberté et de l'initiative dont on avait été privé.

Cette évolution dans les mentalités, cette émancipation de l'Italie, sont d'autant plus remarquables que l'Église y avait — y conserve dans une certaine mesure — une influence exceptionnelle.

On l'a vu dans la bataille pour le divorce. Si l'Italie a été le dernier pays d'Europe à autoriser le divorce, s'il a fallu une telle mobilisation de masse pour obtenir ce qui paraissait ailleurs un droit élémentaire, c'est

que l'Église italienne, et même le Vatican, s'étaient engagés de tout leur poids dans cette affaire. Un peu comme si l'Italie était leur enfant à qui il faut empêcher de désobéir.

En ce sens le referendum sur le divorce, en mai 1974, qui a vu les partisans du divorce l'emporter, a été exemplaire. Peut-être marquera-t-il pour les historiens un « tournant » essentiel pour le pays.

Si l'histoire doit retenir des dates, la réalité est plus souple. Le changement de l'Italie s'est opéré sur des années. Et il n'est ni un hasard, ni un acte passif. Leur émancipation, leurs droits, leurs conquêtes, les Italiens les ont arrachés, à force de lutte, de votes de protestation et de « désobéissance » à ceux qui voulaient imposer pêle-mêle morale collective, tabous, frustrations et injustices à tout un peuple.

### CONQUETES SOCIALES

Les premières des conquêtes — avant l'avortement ou même le divorce — se situent sans doute dans le domaine du travail, où la personnalité de l'homme est violée tellement facilement dans nos sociétés industrielles, basées sur le profit et l'exploitation.

C'est pourquoi, quand on parle de l'évolution de l'Italie et de ses conquêtes sociales, on se doit de donner une place privilégiée au rôle des syndicats. Les luttes ouvrières, surtout celles de « 69 », ont garanti aux travailleurs italiens un statut social parmi les plus avancés d'Europe. Ils lui ont ainsi donné un instrument de défense, une sorte de charte des droits du travailleur. Qui a cependant le défaut de laisser pour compte celui



qui n'a pas de travail, et qui devient dans un tel contexte un « marginal ».

Syndicats et partis politiques ont imposés une législation elle aussi avancée. Ils ont réussi à créer un « État laïc », pourrait-on dire, détachant finalement dans les faits le pays de ses attaches avec l'Église, tout en la respectant et en laissant à chacun la possibilité d'en suivre les enseignements à titre individuel.

Avec des « ratées » parfois : si l'Église italienne a pris du recul par rapport à la politique — et là il s'agit encore d'une conquête du citoyen —, il lui arrive encore d'intervenir dans quelques campagnes électorales. Mais il faut remarquer que le catholique lui-même accepte de moins en moins bien ce genre « d'ingérence ».

## L'ÉMANCIPATION DE LA FEMME

Elle est vêtue de noir. Elle a une ribambelle de gosses dans les jupes. Elle prépare la « pasta » à la maison en attendant son mari. Bref, elle est soumise. C'est l'image traditionnelle de la femme italienne, vue de l'étranger. Image aujourd'hui dérisoire : elle est morte la « mamma », reléguée au musée des traditions populaires.

L'Italienne aujourd'hui descend dans la rue, en blue jean, et crie ses revendications. Elle réclame l'avortement libre, proclame son égalité avec l'homme, se révolte contre les inégalités — notamment dans la vie professionnelle — dont elle est victime. Enfin les rapports, le dialogue entre hommes et femmes s'établissent sur un pied d'égalité, avec encore des accrocs par-ci par-là, avec des réticences mal cachées. Mais qu'importe : le mouvement est irréver-

sible. La femme italienne a pris son sort en main.

A ce titre, l'exemple de l'émancipation de la femme est significatif pour l'Italie. Et la lutte des femmes, tournée en dérision à l'origine (pour le patronat quoi de plus dangereux que ces femmes contestant le travail clandestin ou réclamant le salaire égal pour un travail égal ?), a débouché sur une sorte de « révolution sociale », silencieuse, avec la nouvelle loi sur la famille entrée en vigueur en 1975. Légalement, sinon dans les faits, le patriarcat auquel semblait vouée l'Italie, a été aboli : la femme, l'égale de l'homme ; la femme mieux protégée qu'en France, en tout cas.

Une loi arrachée par des centaines de cortèges, par mille groupes « féministes », par les organisations féminines affiliées aux partis politiques qu'il a fallu bousculer bien souvent.

« L'évolution la plus marquante de la société italienne depuis des siècles », a commenté Mme Tina Anselmi, ancienne syndicaliste elle-même et Ministre du travail, parlant de la nouvelle loi sur la famille.

Désormais la femme a les mêmes droits que le chef de famille, la « puissance des parents » remplaçant la « puissance paternelle ». Le travail de la femme au foyer est institutionnalisé, et est reconnu comme « une contribution importante aux besoins du ménage » : la mère de famille devient une « travailleuse », et non plus « une femme qui ne fait rien », selon l'expression populaire.

Les enfants nés hors du mariage peuvent enfin être reconnus par le père. L'épouse peut conserver son



nom de fille si elle le désire lors du mariage. Elle peut avoir un domicile différent de celui du mari pour des raisons professionnelles, le domicile familial étant décidé en commun, etc...

Un « statut » de la femme qui montre que l'on est loin de l'image classique de l'Italie intégriste des *Monsignori*. Et maintenant l'Italie livre la dernière bataille dans la guerre pour l'avortement, cette question douloureuse traitée hypocritement pendant des années, sinon des siècles. Mais là encore l'Italienne pose le problème sur la place publique. Impossible désormais de fermer les yeux.

## LE GRAND CHAMBARDEMENT

Dans sa soif d'émancipation, l'Italie brisant ses chaînes séculaires, va même parfois plus loin que les autres pays évolués. Elle s'étonne elle-même de ce grand chambardement : ainsi le parlement italien a-t-il voté l'an dernier la législation la plus évoluée au monde en matière de drogue, autorisant la détention de stupéfiants pour sa consommation personnelle.

Oui, le grand chambardement mais qui ne se réalise pas sans traumatisme et sans risque. Car le passage d'une société agricole, par certains côtés arriérée, à une société industrielle avancée a été trop rapide, et a manqué d'organisation. Les gouvernants n'ont pas su « encadrer » cette révolution industrielle doublée d'une révolution sociale, réalisée en un siècle ailleurs mais seulement en dix ou vingt ans en Italie. Et le malaise, qui fait que l'Italien risque de ne plus se reconnaître dans son propre pays, frappe tout le monde : communiste ou démocrate-chrétien, catholique ou athée

éprouvent les mêmes maux, la même inquiétude face à une évolution nécessaire mais désordonnée car la classe dirigeante n'a pas su la canaliser, ni la doubler d'un sens moral, d'un nouvel idéal.

D'autant plus qu'il y a désormais dans beaucoup de domaines un décalage entre la réalité et la mentalité italienne. On a donné aux Italiens un modèle sans leur fournir la possibilité d'y accéder, et la crise accentue cette situation.

Le jeune venu de la terre, jeté au milieu des banlieues de béton, est agressé par ces publicités qui lui ordonnent de consommer. Mais il n'en a pas les moyens. Souvent il n'a pas de travail. D'où un sentiment de frustration, sinon de révolte.

C'est pourquoi il est urgent pour l'Italie de rétablir un cadre moral. Pour cela il faut déjà que les dirigeants donnent l'exemple. Il leur faut repenser à la finalité de la société, au rôle de l'homme, redéfinir les objectifs, donner des perspectives à la jeunesse que guette le désespoir.

Il faut finalement admettre que les Italiens sont majeurs. Pour cela il faut adapter les textes à la réalité, aux aspirations, aux revendications. Si la législation du travail protège la femme italienne au même titre que l'homme, si elle est la plus avancée d'Europe, notamment pour les mères de famille, on s'aperçoit dans les faits que seul 27 pour cent des femmes italiennes travaillent, soit 5 millions contre 14 millions d'hommes, le plus faible taux européen. C'est que les conquêtes sociales ne sont pas encore admises par tout le monde. La lutte ne s'arrête jamais. Et que tout le



problème se résume finalement à son aspect économique.

### ULTIMES RÉTICENCES

Le retard social de l'Italie, son attachement apparent aux traditions, à un certain ordre établi, n'étaient point des hasards. Ils reposaient autant sur des bases matérielles que spirituelles. Permettant l'exploitation de la femme non protégée, mais aussi du travailleur, quand ce n'était pas celle de l'enfant. Car l'Italie de la « mamma » et des « Monsignor » était aussi celle du travail noir, de la sous-occupation, du « mezzogiorno » oublié, de l'émigration, sur quoi l'on a collé l'étiquette du « miracle économique ».

Aujourd'hui l'Italie a effectué le premier pas, le plus difficile : la prise de conscience. Et elle se reflète dans tous les domaines : comme on ne

peut plus empêcher les Italiens de divorcer, et comme on interdira plus les Italiennes d'avorter, il devient difficile de faire admettre la censure d'un film. Et en élargissant le problème, on constate qu'il est difficile de tromper impunément l'opinion publique (voir à ce sujet la « stratégie de la tension »).

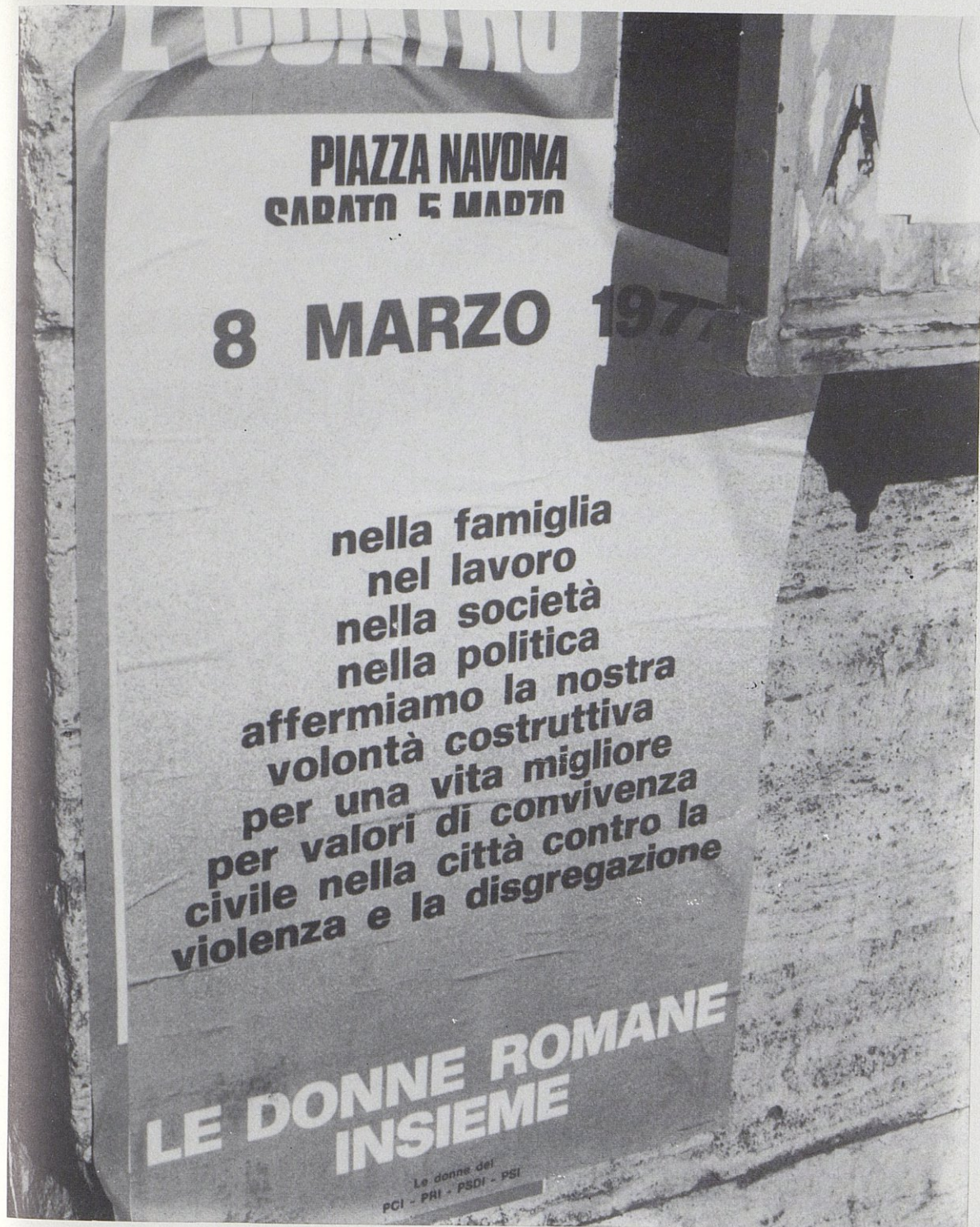
Reste que l'Italie connaît toujours le travail clandestin, que plus d'un million de femmes travaillent sans garanties à domicile, que des hommes doivent toujours quitter leur pays pour nourrir leur famille, que la jeunesse inquiète se révolte.

C'est que les mentalités évoluent plus vite que les faits. Et que cette évolution, que ces conquêtes sociales se heurtent aux ultimes résistances de ceux qui y perdront leur pouvoir, leur influence, et au bout du compte leurs privilèges qui ont miné l'Italie.

Rome, 1977.

Patrick Menez.





8 MARS 1977

dans la famille – dans le travail – dans la société – dans la politique – affirmons notre volonté constructive pour une vie meilleure, pour des valeurs de convivialité dans la ville, contre la violence et la désagrégation sociale

LES FEMMES ROMAINES ENSEMBLE  
les femmes du PCI - PRI - PSDI - PSI



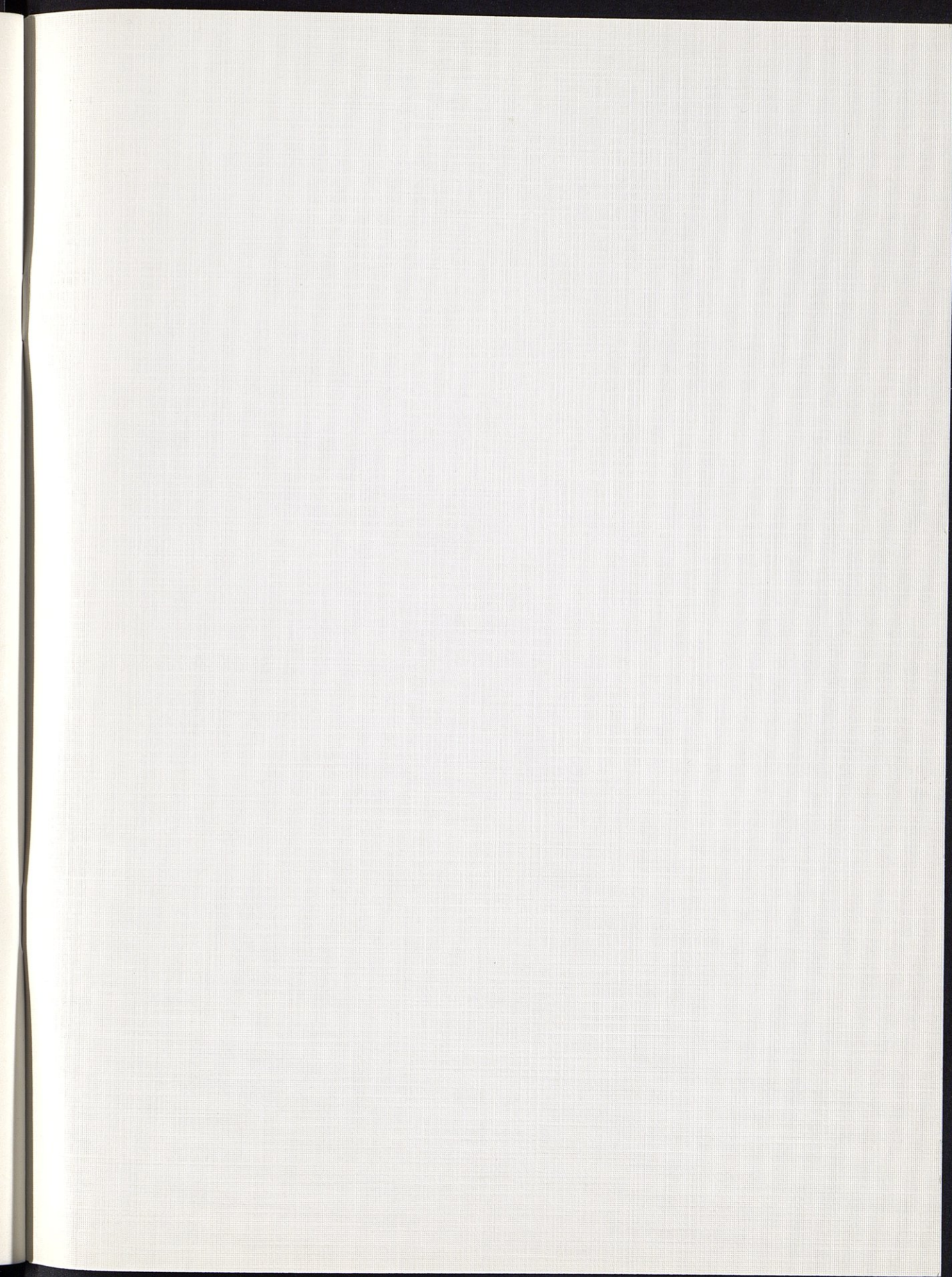
Tous droits réservés.

Association des Immigrés italiens  
8 rue Très Cloître - 38000 Grenoble

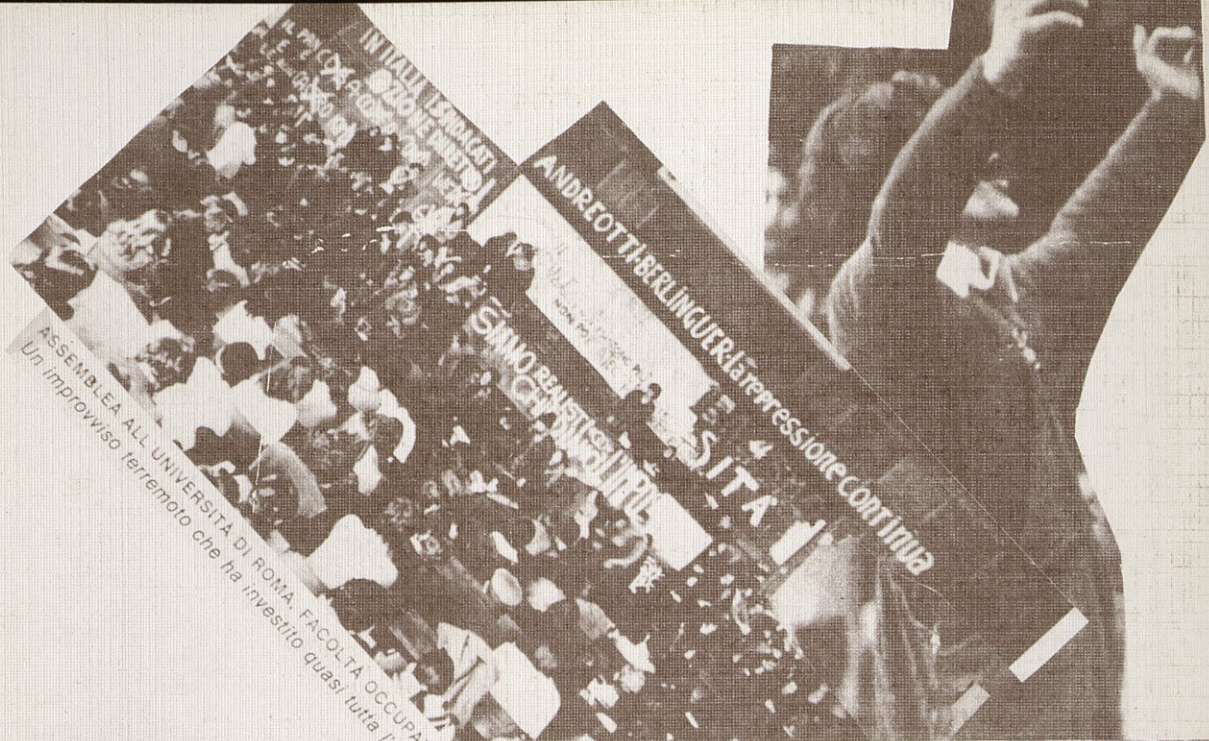
Dépôt légal : Bibliothèque Nationale : 2ème trimestre 1977

composition et diffusion "La Pensée Sauvage" 38640 Claix  
imprimerie de la Maison de la Culture de Grenoble









ASSEMBLEA ALL'UNIVERSITÀ DI ROMA. FACOLTÀ LETTERE  
 Un improvviso terremoto che ha investito quasi tutta l'Italia.

INIZIA L'INCHIESTA  
 ANDREOTTI BERLINGUER: l'azione continua  
 SINO A...  
 SITA

**POLEMICHE**  
**I danno**  
**nell'università**

... dopo il segretario regionale  
 con 9.991 preferenze, e pri-  
 in più. Sciacca era  
 Achille Occhetto, se  
 del partito. In consiglio Scia-  
 ma di Guttuso (che di preferenze ne  
 aveva avute 7.759). E intervenuto  
 scia ha parlato poco. E venisse ri-  
 una volta chiedendo che venisse negli  
 spettata la puntualità e un'altra volta  
 per raccomandare la brevità negli  
 interventi. Ora, dopo un anno e mez-  
 se ne è andato

più partecipazione  
 più unità

più incisiva  
 la lotta  
 per battere  
 la crisi

iscriviti al  
 sindacato

**FLM**

TEM. COLLETTORI: COEL, ARIM, VILMI, MILANO

Inchiesta a Mondovì: 302  
 donne rispondono che...  
**ABORTO:**  
 La tua firma per vincere  
 referendum sull'aborto